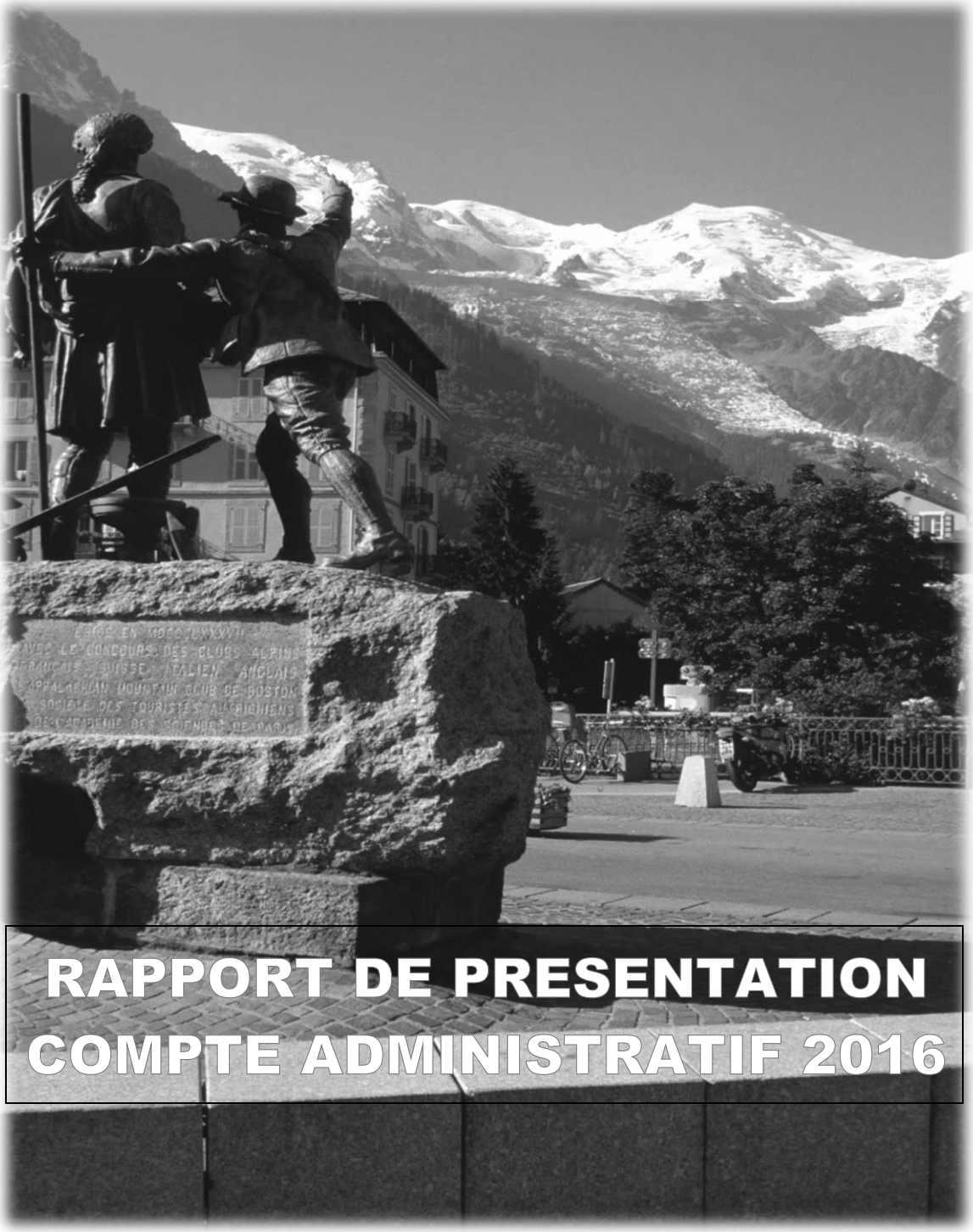


RAPPORT DE PRESENTATION
COMPTE ADMINISTRATIF 2016

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 AVRIL 2017

INTRODUCTION

Conformément aux articles L.2121.4 du code général des collectivités territoriales et R.241-2 du code des communes nous vous présentons le compte administratif 2016.

Le compte administratif termine le cycle annuel budgétaire et retrace l'exécution budgétaire de l'année.

Ainsi, le compte administratif 2016 du budget général a été précédé par :

- Le débat d'orientation budgétaire tenu le 18 janvier 2016
- Le vote du budget primitif 2015 intervenu le 23 février 2016
- Les décisions modificatives adoptées les 29 avril, 6 juin, 19 juillet, 29 septembre, 14 novembre et 21 décembre 2016

L'ensemble de ces mouvements constitue les crédits ouverts sur lesquels porte l'exécution des dépenses et des recettes 2016.

Le compte administratif 2016 retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées par la commune entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.
Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Trésorier.
Le comptable tient la comptabilité de l'ordonnateur suivant le principe de la partie double et établit le Compte de Gestion. Ce document équilibré est l'équivalent du Compte Administratif présenté par le Maire.

Le présent rapport de présentation a vocation à synthétiser et commenter les données issues des maquettes budgétaires qui répondent aux exigences du cadre légal des instructions comptables et budgétaires.

A compter du 1er janvier 2016, le périmètre du budget de la commune a été modifié suite :

- Au transfert à la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc des personnels des services communs : urbanisme, ressources humaines, finances, juridique et foncier, informatique, marchés publics et la régularisation de certains transferts de postes affectés pleinement à des compétences d'ores et déjà transférées : Service taxe de séjour, Service Économie –Tourisme –Développement durable, saisonniers de la réserve des Aiguilles Rouges. (Délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2015)

- Au transfert complémentaire de compétence sur les activités sportives et culturelles suivantes :
  - Gestion des forfaits jeunes (Délibération du Conseil Municipal du 17 septembre 2016)
  - Gestion de la Maison de la Mémoire et du Patrimoine
  - Prise en charge des prestations sur le stade de slalom de la Vormaine
  - Soutien à l'évènement culturel d'intérêt communautaire Cosmojazz
    (Délibération du Conseil Municipal du 23 février 2016)

SOMMAIRE

INTRODUCTION…… 2
SOMMAIRE…….. 3
BUDGET GENERAL PRESENTATION *…… 4*
I / RESULTAT 2015*…….. 6*
II/ AFFECTATION DU RESULTAT *…….. 6*
III/ EVOLUTION DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION*…… 7*
A. *Evolution de la chaîne de l'épargne …… 7*
B. *Evolution des différentes épargnes …… 8*
C. *Composantes de l'autofinancement …… 8*
IV/ RATIOS LEGAUX*…….. 9*
V/ FONCTIONNEMENT*…….. 10*
1/ Les recettes de fonctionnement …….. 10
A. *Le taux d'exécution des crédits…… 10*
B. *L'évolution des principales recettes de fonctionnement…….. 11*
C. *Structure des dépenses de fonctionnement…… 11*
D. *Détail de certains postes de produits…… 12*

2/ Les dépenses de fonctionnement …… 22
A. *Le taux d'exécution des crédits…… 22*
B. *L'évolution des principales dépenses de fonctionnement…….. 23*
C. *Structure des dépenses de fonctionnement…….. 23*
D. *Détail de certains postes de charges…… 24*

VI/ INVESTISSEMENT*…… 30*
A. *Les dépenses d'équipements…….. 30*
B. *Détail des dépenses d'équipements…… 32*
C. *Financement des investissements…….. 33*
D. *Restes à réaliser…… 34*

VII/ LA DETTE DE LA COMMUNE*…… 35*
A. *Les opérations de dette en 2016…….. 35*
B. *Structure de la dette de Chamonix …… 38*
C. *Evolution de l'encours de la dette …… 38*
D. *Situation par budget au 31 décembre 2016…… 39*
E. *Evolution des produits structurés (encours +risque chartre Gissler)…… 39*

BUDGETS ANNEXES

- *BUDGET SPIC PARKINGS…… 41*
- *BUDGET EAU…… 42*
- *BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE…… 43*
- *BUDGET REMONTEES MECANIQUES…… 44*
- *BUDGET LOTISSEMENT « GEROUX –STELANDRE »…… 45*
- *BUDGET LOTISSEMENT « LES TISSIERES »…… 46*

BUDGET GENERAL

PRESENTATION GENERALE

La lecture des données relatives à l'exécution du CA 2016 indique que les principaux indicateurs sont supérieurs aux moyennes de la période.

(En milliers d'euros)	2012	2013	2014	2015	2016
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	32 311	34 140	31 953	33 312	33 022
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	27 211	26 329	25 775	28 377	25 269
EPARGNE BRUTE	5 100	7 811	6 178	4 935	7 753
REMBOURSEMENT CAPITAL DE LA DETTE	5 662	5 363	5 508	5 032	4 819
REMBOURSEMENT CAPITAL PAR LA CCVCMB	-766	-722	-675	-626	-575
EPARGNE NETTE / DISPONIBLE	204	3 170	1 345	529	3 509
RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT	11 327	5 862	12 620	67 257	26 315
Dont produits cessions d'immobilisations	3 399	1 327	3 209	1 089	998
EMPRUNTS NOUVEAUX	6 010	0	1 500	2 000	2 000
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	10 032	10 509	8 249	5 962	26 291
Dont dépenses d'équipements	9 328	9 005	7 723	5 451	6 216
Dont dotations aux provisions - reprise de provisions	630	1 492			
SOLDE DE L'EXERCICE	7 509	-1 477	7 216	63 824	5 533
RESULTAT REPORTE N-1	-1 751	3 816	-3 699	-59 096	473
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE	5 758	2 339	3 517	4 728	6 006
SOLDE DES RESTES A REALISER	-1 224	998	-220	-850	-2 233
DISPONIBLE REEL	4 534	3 337	3 297	3 878	3 773
ENDETTEMENT (avant transfert)	57 689	52 326	48 318	45 286	47 513
TRANSFERT DETTE CCVCMB (par convention)	5 068	4 346	3 671	3 045	2 470
ENDETTEMENT AU 31 DECEMBRE	52 621	47 980	44 647	42 241	45 043

Le niveau de l'épargne de gestion est légèrement supérieur à celui de l'année dernière : 8 287 K€ contre 8 220 K€ en 2014, soit une hausse de 67 K€.

L'augmentation du produit de la fiscalité (+ 2.4% de variation des bases), la bonne réalisation des recettes des remontées mécaniques, des droits de mutation, des redevances et la baisse des charges à caractère général ont permis d'absorber la poursuite de la baisse des dotations de l'Etat (DGF : – 680 K€), l'augmentation du Fonds de Péréquation (+ 336 K€).

L'épargne brute, qui traduit la capacité de la collectivité à dégager des marges de manœuvre à partir de la gestion de ses opérations courantes, s'affiche à hauteur de 7 753 K€ pour 2016 en progression de 2 818 K€ par rapport à 2016. Cette hausse provient essentiellement de la baisse des intérêts des emprunts (suite aux différents réaménagements effectués sur l'exercice), la reprise des provisions (litige avec l'Etat sur le secteur J. Franco et la provision pour risques et charges financières)

Le taux d'épargne qui mesure ce montant par rapport aux recettes réelles de fonctionnement s'établit à 23%, soit largement au-dessus du seuil minimal empirique (7%) au-delà duquel il convient de ne pas descendre.

Après déduction du remboursement de la dette en capital, **l'épargne disponible** de l'année 2016 : 3 509 K€ est supérieure à celle de 2015 : 529 K€.

L'encours de dette a progressé de 2 802 K€ entre les deux exercices soit la différence entre l'emprunt mobilisé (2 000 K€), la capitalisation des indemnités de réaménagements (5 046 K€) et le capital remboursé (4 244 K€). Au 31/12/2016, l'encours est de 45 043 K€.

La capacité de désendettement (dette/épargne brut) qui demeure le principal indicateur permettant de mesurer la solvabilité de la collectivité est inférieur à 6 ans. Le seuil d'alerte est à 15 ans, avec une zone de surveillance à compter de 11 – 12 ans.

En intégrant le solde négatif des résultats reportés de l'exercice 2015, soit + 473 K€ au solde de l'exercice, **le résultat global de clôture** ressort à 6 006 K€.

De cette somme, il convient de déduire le solde négatif des restes à réaliser de la section d'investissement, soit – 2 233K€, pour arriver au **disponible réel de 2016 qui s'élève à 3 773 K€** contre 3 878 K€ en 2015.

I / RESULTAT 2016

Section	Résultats reportés 2015 (1)	Résultat d'exécution 2016	Résultats de clôture 2016 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	3 878 029,07	6 136 257,96	10 014 287,03		10 014 287,03
Investissement	-3 405 152,45	-603 348,59	-4 008 501,04	-2 233 096,27	-6 241 597,31
Total	472 876,62	5 532 909,37	6 005 785,99	-2 233 096,27	**3 772 689,72**

Le résultat de clôture 2016 est excédentaire de 6 005 785.99 €, en tenant compte du solde des restes à réaliser, le budget général dégage un résultat excédentaire de 3 772 689.72 €.

Historique du résultat net global

	2012	2013	2014	2015	2016
Résultat du Budget Général	**4 534 026 €**	**3 337 784 €**	**3 297 139 €**	**3 878 029 €**	**3 772 689 €**
Dont :					
Indemnité assurance M. Croz	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**
Dotation aux provisions (Les Alpes)	**1 450 000 €**				
Résultat disponible	**84 026 €**	**337 784 €**	**297 139 €**	**878 029 €**	**772 689 €**

II / AFFECTATION DU RESULTAT 2016

Le résultat global de fonctionnement d'un montant de **10 014 287.03 €**
est affecté selon la décision de l'assemblée délibérante comme suit :

- *à la couverture du besoin de financement, report inclus de la section d'investissement (compte 1068)* **6 241 597.31**
- *A l'excèdent de fonctionnement reporté pour son solde (compte 002)* **3 772 689.72**

III / EVOLUTION DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

A. L'évolution de la chaine de l'épargne se présente ainsi :

BUDGET GENERAL

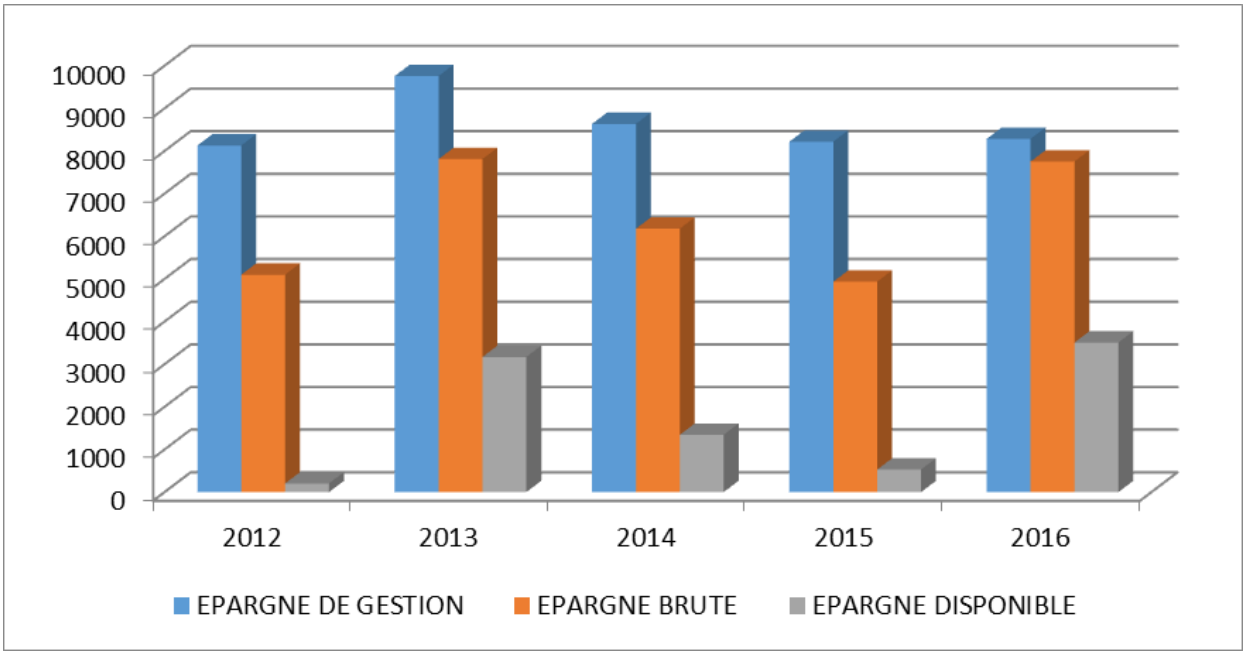
Equilibres financiers en milliers d'euros	2012	2013	2014	2015	2016
FONCTIONNEMENT					
RECETTES DE GESTION COURANTE	**30 548**	**32 814**	**31 395**	**31 206**	**30 544**
Impôts locaux + rôles supplémentaires + ACTP	12 170	12 753	12 858	13 556	13 693
D.G.F. et autres dotations *(Chapitre 74)*	6 698	6 487	6 249	5 481	4 784
Impôts Indirects *(RM, Casino, T.S., Droits Mutation...)*	6 018	5 792	5 967	6 282	6 445
Produits des services *(Chapitre 70)*	3 981	4 298	4 441	4 161	3 733
Autres produits *(Chapitre 75 + travaux en régie)*	1 681	(1) 3 484	1 880	1 726	1 889
(1) Dont excédent budget Lotissement Tissières 1 838 K€					
DEPENSES DE GESTION COURANTE	**22 418**	**23 055**	**22 759**	**22 986**	**22 257**
Charges de Personnel *(moins atténuation de charges)*	13 030	13 408	13 661	13 703	11 641
Charges à caractère général	7 352	7 483	7 002	6 599	6 110
Autres charges	2 036	2 164	2 096	1 985	1 904
Fonds de Péréquation (FPIC)				699	1 036
Attribution de Compensation					1 566
EPARGNE DE GESTION	**8 130**	**9 759**	**8 636**	**8 220**	**8 287**
Intérêts de la dette	2 405	2 264	2 320	2 335	1 528
Solde produits/charges financières	269	233	202	170	- 129
Solde produits/charges exceptionnelles (hors produits des cessions d'immobilisations)	-894	83	-340	- 1 120	1 123
EPARGNE BRUTE	**5 100**	**7 811**	**6 178**	**4 935**	**7 753**
INVESTISSEMENT					
Remboursement capital de la dette	5 662	5 363	5 508	5 032	4 819
Remboursement par la Communauté de Commune (transfert d'une partie de la dette par convention)	- 766	- 722	- 675	- 626	- 575
TOTAL	**4 896**	**4 641**	**4 833**	**4 406**	**4 244**
EPARGNE DISPONIBLE	**204**	**3 170**	**1 345**	**529**	**3 509**

Il convient de rappeler les particularités des années 2012 et 2013, et de souligner qu'en 2012 une subvention d'équilibre exceptionnelle a été versée au Budget lotissement des Tissières pour 1 358 K€. Sans le versement de cette subvention, l'Epargne disponible aurait été de 1 562 K€.
En 2013, par contre suite à la vente des terrains à l'opérateur des Tissières, il a été reversé au Budget Général, l'excédent du Budget des Tissières et le budget général a dans le même temps pris en charge les travaux de voirie non intégrés dans l'opération.

Le solde des produits et charges 2015 intègre notamment une dotation aux provisions de 1 160 K€ (Indemnités terrain J. Franco).

Le solde des produits et charges 2016 intègre notamment une reprise de provisions de 1 560 K€ (Indemnités terrain J. Franco et la provision pour risques et charges financières).

B. Evolution des différentes épargnes (En milliers d'euros)



Le dynamisme des recettes de fonctionnement, accompagné de la modération des charges d'exploitation ainsi que la maitrise de l'annuité de la dette, ont permis de garder les différents soldes intermédiaires de gestion à **un niveau supérieur à la moyenne nationale** des collectivités de la même catégorie démographique.

C. Composantes de l'autofinancement (En milliers d'euros)

COMPOSANTES DE L'AUTOFINANCEMENT	Montant en K€ Chamonix	Montant en € par hab. pour la catégorie démographique			
		Chamonix 2016	Département 2014	Région 2014	National 2014
Excédent Brut de Fonctionnement = Epargne de Gestion	8 287	892	366	227	199
Produits de fonctionnement réels	33 022	3 552	1 474	1 147	1 174
Charges de fonctionnement réelles	25 269	2 719	1 264	1 009	1 049
Capacité d'Autofinancement Brute = Epargne Brute	7 753	834	294	194	172
CAF nette de remboursements de dettes bancaires = Epargne disponible	3 509	378	172	105	91

IV - RATIOS LEGAUX

Dans un souci de transparence financière, la Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite « Loi A.T.R. ») a instauré l'obligation de faire figurer, en annexe des documents budgétaires, quelques données synthétiques sur la situation financière.
Les villes et les groupements de plus de 10 000 habitants doivent présenter les 11 ratios figurant ci-dessous.
Le nombre d'habitants retenu pour le calcul des ratios est de :

2012 : 9 378 h. 2013 :9 346 h. 2014 : 9 318 h. 2015 : 9 283 h. 2016 : 9 295 h.

BUDGET GENERAL Liste des 11 Ratios financiers obligatoires commune + 10 000 hab.	**CA 2012**	**CA 2013**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**
1/ Dépenses réelles de fonctionnement / Population *Mesure du niveau de service rendu*	**2 969**€	**3 018** €	**2 766** €	**2 929 €**	**2 719 €**
2/ Produit des impôts directs / Population *Mesure l'importance des recettes émanant du contribuable levées par la Collectivité*	**1 269** €	**1 343** €	**1 359** €	**1 436 €**	**1 469 €**
3/ Recettes réelles de fonctionnement / Population *Mesure les ressources dont dispose la Collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance*	**3 784** €	**3 830**€	**3 754**€	**3 685 €**	**3 634 e**
4/ Dépenses d'équipement brut / Population *Mesure de l'effort d'équipement*	**988** €	**957** €	**809** €	**566 €**	**643 €**
5/ Encours de la dette nette / Population *Mesure l'endettement de la Collectivité*	**5 611** €	**5 134** €	**4 791** €	**4 550 €**	**4 846 €**
6/ Dotation Globale de Fonctionnement / Population *Mesure la part de la contribution de l'Etat au fonctionnement de la Collectivité*	**573** €	**557** €	**524** €	**448 €**	**374 €**
7/ Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement *Mesure la charge de personnel de la Collectivité, c'est un coefficient de rigidité car c'est la part de dépense incompressible quelle que soit la population de la Collectivité*	**48 %**	**48 %**	**54 %**	**51%**	**47 %**
9/ Dépenses réelles de fonctionnement+ remboursement de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement *Mesure la capacité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée.*	**92 %**	**91 %**	**88 %**	**92 %**	**87 %**
10/ Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement *Mesure l'effort d'équipement de la Collectivité au regard de sa richesse*	**26 %**	**25 %**	**22 %**	**15 %**	**18 %**
11/ Encours de la dette / Recettes réelles fonctionnement *Mesure la charge de la dette de la Collectivité relativement à sa richesse*	**148 %**	**134 %**	**128 %**	**123 %**	**133 %**

V / FONCTIONNEMENT

1/ Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 39 394 538 € dont :

* **32 780 359 €** (après déduction des cessions d'immobilisations pour un montant de 997 789 €) en opérations réelles
* **6 614 179 €** en opérations d'ordre (ces écritures concernent des opérations trouvant leur contrepartie en section d'investissement et décrivent pour 2016 la valorisation des travaux en régie : 241 K€, et les mouvements liés aux opérations de désensibilisation des emprunts à risque 6 373 K€).

A. Le taux d'exécution des crédits

Le taux d'exécution des recettes mesure l'écart entre la prévision et la réalisation des recettes inscrites au budget.

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts 2016	Réalisations 2016	Taux d'exécution
Atténuation de charges	260 000	221 614	85,2%
Produits des services, du domaine	4 284 500	3 732 560	87,1%
Impôts et taxes	19 650 000	20 144 477	102,5%
Dotations et participations	4 852 400	4 784 506	98,6%
Autres produits de gestion courante	1 492 500	1 647 646	110,4%
Produits financiers	437 000	572 667	131,0%
Produits exceptionnels (hors cessions immobilisations)	91 000	116 890	128,5%
Reprise sur provisions	1 560 000	1 560 000	100,0%
Total des recettes réelles de fonctionnement	**32 627 400**	**32 780 359**	**100,5%**

Le taux de réalisation des recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 100,5% en 2016, (100,1% en 2015), vérifiant ainsi la sincérité des inscriptions au budget votées.

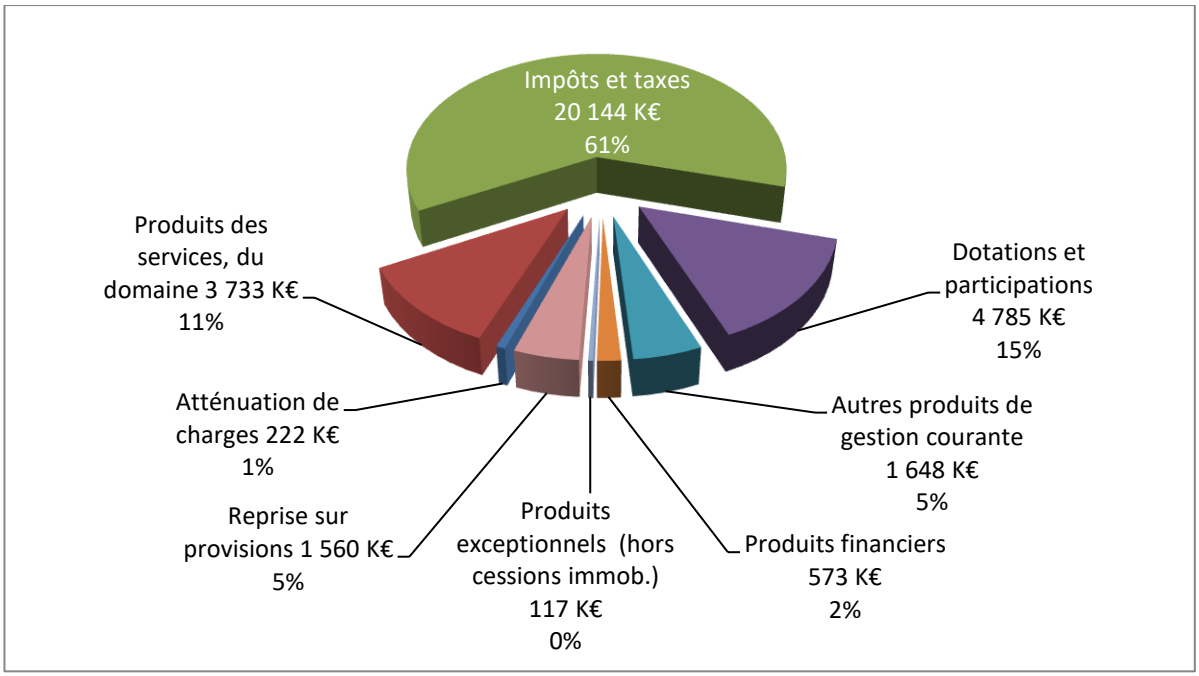
B. L'évolution des principales recettes de fonctionnement.

Globalement, les recettes réelles de fonctionnement diminuent de 1%. En dissociant, les reprises de provisions pour risques financiers et charges de fonctionnement, la diminution des recettes pour l'année 2016 est de -2,4% par rapport à 2015. Toutefois, il convient de tenir compte des transferts liés d'une part à la mutualisation du personnel, d'autre part aux nouveaux transferts validés par la CLECT à l'automne 2015.

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016	Evol. 15/16
Atténuation de charges	272 039	221 614	-18,5%
Produits des services, du domaine	4 160 873	3 732 560	-10,3%
Impôts et taxes	19 850 898	20 144 477	1,5%
Dotations et participations	5 481 502	4 784 506	-12,7%
Autres produits de gestion courante	1 531 098	1 647 646	7,6%
Produits financiers	170 369	572 667	236,1%
Produits exceptionnels (hors cessions immob.)	530 833	116 890	-78,0%
Sous total	**31 997 612**	**31 220 359**	**-2,4%**
Reprise sur amorts et provisions	1 120 081	1 560 000	/
Total des recettes réelles de fonctionnement	**33 117 693**	**32 780 359**	**-1,0%**

C. Structure des recettes de fonctionnement

Les ressources proviennent à 61% des impôts et taxes, 15% des dotations et participations, 11% des produits des services et du domaine (13% en 2015) et 13% d'autres produits.



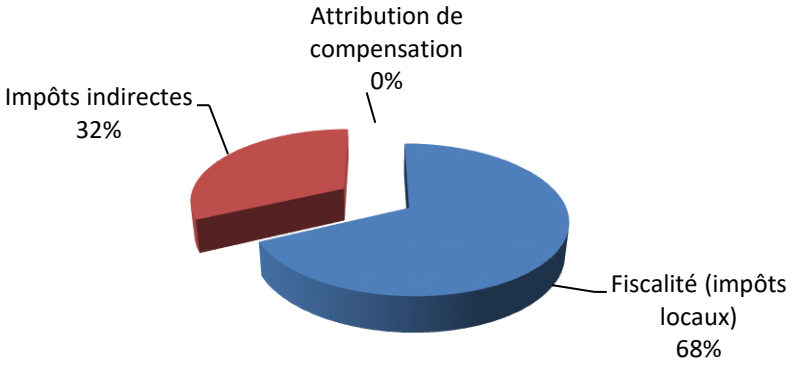
D. Détail de certains postes de produits

LES IMPOTS ET TAXES 20 144 K€

Le poste est en augmentation de 1,5% par rapport à l'année 2015

Recettes Réelles de Fonctionnement

Le poste se compose de la façon suivante :



* FISCALITE

* ***Le produit des impositions et sa structure***

Le produit des impôts locaux représente 42% des recettes de la collectivité.

Ce produit est en hausse de 2,5%
Les rôles généraux correspondent aux bases d'imposition des taxes ménages multipliées par les taux votés par la Commune

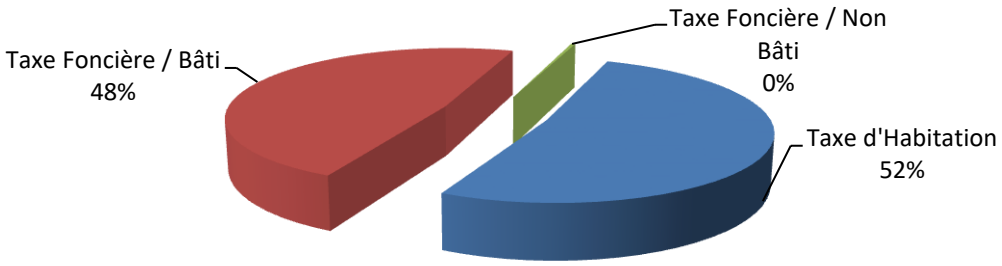
En K€	2015	2016	Evol. 15/16
Rôles Généraux	13 334	13 653	2,4%
Rôles Supplémentaires	31	46	48,9%
Montant de la Fiscalité	**13 365**	**13 699**	**2,5%**

L'évolution du produit des impôts directs locaux dépend de 3 facteurs :
- L'évolution des taux d'imposition
- La revalorisation indiciaire des bases fiscales décidée par la loi de finances
- L'évolution physique des bases fiscales liée à la conjoncture (nouveaux contribuables…)

En 2016, la Collectivité n'a pas augmenté ses taux d'imposition et n'a pas modifié les quotités attachées aux abattements de la Taxe d'Habitation.

Ce maintien d'une politique d'abattement favorable pour les Chamoniards , avec, un abattement général à la base et un abattement pour charges de familles à leur maximum, a permis d'exempter pour l'année 2015 un montant de bases de 4 292 000, ce qui équivaut à un produit fiscal de 657 K€.
(Environ 10% du produit de la taxe d'habitation).

Structure des taxes ménages Chamonix 2016



* ***Les taux***

EVOLUTION DES TAUX DE LA FISCALITE ET COMPARAISON AVEC LA MOYENNE NATIONALE						
	Chamonix Mont Blanc					Moyenne nationale
	2012	2013	2014	2015	**2016**	2015
TAXE D' HABITATION	14,86%	14,86%	14,86%	15,31%	**15,31%**	24,19%
FONCIER BATI	15,60%	15,60%	15,60%	16,07%	**16,07%**	20,52%
FONCIER NON BATI	29,22%	29,22%	29,22%	30,10%	**30,10%**	49,15%
Varation des Taux en %	2,50%	0,00%	0,00%	3,00%	**0,00%**	

Pour les trois taxes « ménages », le taux de la commune de Chamonix est inférieur à la moyenne nationale

La pression fiscale de la commune de Chamonix affiche un effort fiscal (indicateur mesurant le niveau de pression fiscale sur les ménages) de 0,988 soit un taux inférieur à celui de la moyenne de la strate : 1,170.

COMPARAISON DES TAUX 2015 ET 2016 DES « 3 TAXES MENAGES » DE LA COMMUNE PAR RAPPORT A QUELQUES STATIONS DE SPORTS D'HIVER

TAXE D'HABITATION		
Communes	**2015**	**2016**
MACOT LA PLAGNE	13,79	13,79
COURCHEVEL	14,44	14,44
LES HOUCHES	14,97	14,97
CHAMONIX	**15,31**	**15,31**
VAL D'ISERE	17,41	17,41
BOURG ST MAURICE	18,20	18,20
PASSY	19,13	19,13
SALLANCHES	19,30	19,69
MORZINE	19,77	19,87
LA CLUSAZ	20,51	20,51
ST GERVAIS	20,79	20,58
LES CONTAMINES	21,26	22,32
GRAND BORNAND	25,14	25,14
MEGEVE	25,77	25,77
CHATEL	26,11	26,72

FONCIER BATI		
Communes	**2015**	**2016**
SALLANCHES	13,28	13,55
MORZINE	13,71	13,78
MACOT LA PLAGNE	15,10	15,10
CHAMONIX	**16,07**	**16,07**
LES CONTAMINES	15,43	16,20
LES HOUCHES	16,28	16,28
LA CLUSAZ	16,30	16,30
BOURG ST MAURICE	16,79	16,79
PASSY	17,45	17,45
GRAND BORNAND	17,98	17,98
ST GERVAIS	18,33	18,15
COURCHEVEL	19,58	19,58
CHATEL	18,97	19,60
MEGEVE	20,36	20,36
VAL D'ISERE	27,93	27,93

FONCIER NON BATI		
Communes	**2015**	**2016**
CHAMONIX	**30,10**	**30,10**
ST GERVAIS	45,39	44,94
PASSY	55,94	55,94
VAL D'ISERE	56,47	56,47
MORZINE	58,26	58,55
SALLANCHES	57,95	59,11
LES HOUCHES	64,85	64,85
MEGEVE	75,30	75,30
LA CLUSAZ	79,74	79,74
CHATEL	85,47	87,47
MACOT LA PLAGNE	115,20	115,20
LES CONTAMINES	116,72	122,56
GRAND BORNAND	126,80	126,80
COURCHEVEL	151,91	151,91
BOURG ST MAURICE	171,58	171,58

**** Les bases***

La croissance du produit des trois taxes ménages (+2,4% soit +315 K€) résulte de la variation physique également appelé effet « richesse fiscale » (locaux nouveaux ou préalablement exonérés, locaux vacants, locaux démolis,…) et nominale (revalorisation annuelle forfaitaire des valeurs locatives décidées par le Parlement soit +1% pour 2016) des bases d'imposition.

EVOLUTION DES BASES DE LA FISCALITE (En K€)											Moyenne sur 5 ans
	2012	% Evol.	2013	% Evol.	2014	% Evol.	2015	% Evol.	2016	% Evol.	
T.H.	40 187	4,1%	42 780	6,5%	43 336	1,3%	44 675	3,1%	46 015	3,0%	3,6%
F.B.	37 440	6,5%	38 593	3,1%	39 282	1,8%	40 043	1,9%	40 681	1,6%	3,0%
F.N.B	142	5,2%	134	-5,6%	131	-2,2%	133	1,5%	158	18,8%	3,5%
TOTAL	**77 769**	5,3%	**81 507**	4,8%	**82 749**	1,5%	**84 851**	2,5%	**86 854**	2,4%	3,3%
REVALORISATION DES BASES PAR L'ETAT	**1,80%**		**1,80%**		**0,90%**		**0,90%**		**1,00%**		

* Attribution de compensation

Un transfert de compétences sur les activités sportives et culturelles complémentaires a été approuvé fin d'année 2015. En conséquence, La CLECT (Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges) a produit un rapport sur l'identification et l'évaluation financière des services concernés.
Pour la Commune de Chamonix, le total des charges transférées ayant un impact sur l'Attribution de Compensation se répartissent comme suit :

- Forfaits jeunes : 63 858 €
- Evènement Cosmojazz : 55 000 €
- Maison de la Mémoire et du Patrimoine : 161 119 €
- Stade de slalom de la Vormaine : 14 292 €
- Régularisation sur personnel transféré (DD, saisonniers Aiguilles rouges) : 79 716 €

Soit un total de 373 985 €.

De ce fait, le montant de l'Attribution de Compensation qui était de 204 798 € en recettes depuis 2013 pour la Commune de Chamonix passe à 169 188 € en dépenses à partir de 2016.

* les impôts indirects

Les recettes fiscales indirectes représentent 20% des recettes réelles de fonctionnement, soit un produit supérieur au montant de la DGF. Elles affichent une augmentation de 2,6% soit + 164 K€.

EVOLUTION DES IMPOTS INDIRECTS (en K€)						
	2012	2013	2014	2015	2016	Evol. 15/16
Taxes Remontées Mécaniques	2 490	2 576	2 552	2 843	**2 891**	**1,7%**
Droits de mutations	2 115	1 849	2 040	2 052	**2 194**	**6,9%**
Produits des jeux du Casino	396	320	295	289	**248**	**-14,3%**
Taxes s/ l'électricité	542	560	590	543	**593**	**9,2%**
Droits de voirie	237	247	266	265	**291**	**9,8%**
Droits de stationnement	157	159	144	206	**147**	**-28,7%**
Droits de places et divers	**81**	**81**	**80**	**83**	**81**	**-1,9%**
Total des Impôts Indirects	**6 018**	**5 792**	**5 967**	**6 281**	**6 445**	**2,6%**

On remarque une progression pour les droits de mutation qui ont augmenté de +6,9% soit +142 K€, pour la taxe sur l'électricité +9,2% soit 50 K€ et les droits de voirie +9,8% soit +26 K€.

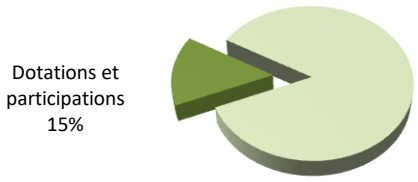
En revanche, le produit des jeux du Casino continue de baisser (-14,3% après une baisse de -2% en 2015 et -8% l'année précédente) soit -41 K€ entre 2015 et 2016.
En dix ans le produit des jeux est passé de 1 320 K€ à 248 K€.

Après une forte progression en 2015 (suite au renforcement des contrôles), les droits de stationnement ont également baissé pour retrouver le niveau de 2014. La mise en enclos de la Place du Poilu participe à cette baisse à hauteur de 14 K€.

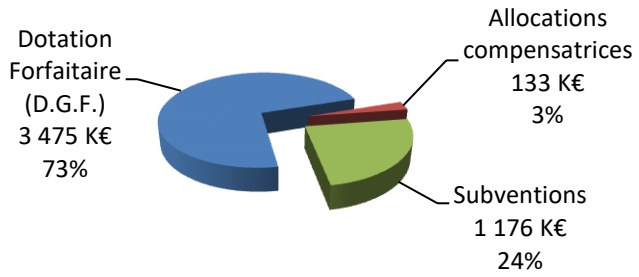
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS 4 785 K€

Le poste est en diminution de 12.7%
par rapport à l'année 2015

Recettes Réelles de Fonctionnement



Ce poste de recettes totalise les concours financiers de l'Etat et les subventions de fonctionnement provenant de divers financeurs institutionnels.



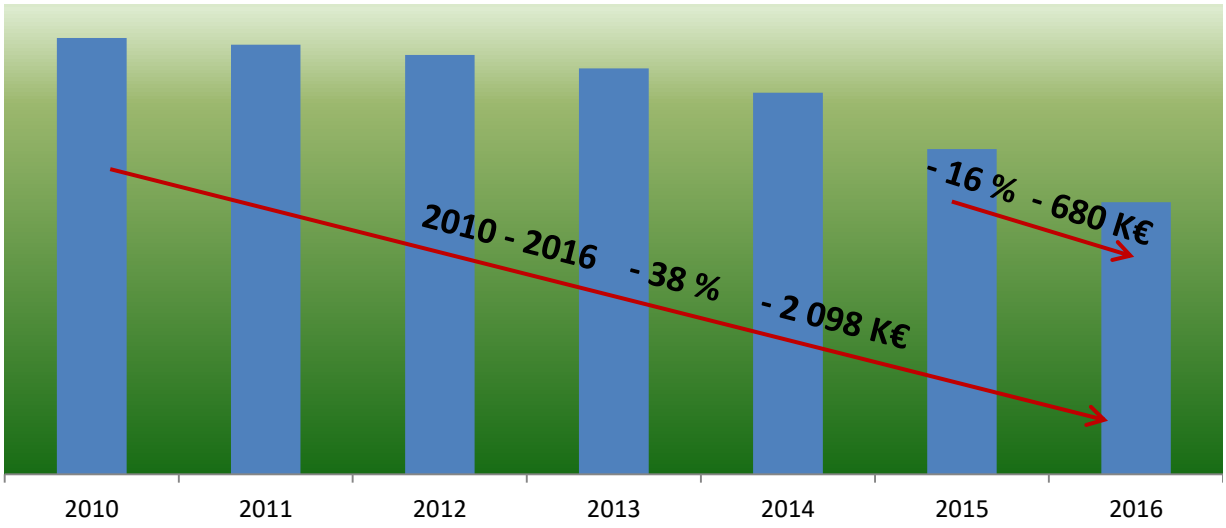
* La dotation forfaitaire – DGF –

Le principal concours financier de l'Etat envers la collectivité est la dotation globale de fonctionnement. Cette dotation est en baisse depuis 2008. Ce recul continu de la dotation s'inscrit dans le cadre du gel des dotations de l'Etat aux collectivités jusqu'en 2013, suivi d'une baisse triennale (2015-2017) des dotations, pour un montant de 11 milliards.

Cette baisse sur l'année 2016 représente près de 680 K€, soit 16,4% par rapport à 2015.

La DGF ne représente plus que 11% des recettes réelles de fonctionnement.

DOTATION FORFAITAIRE (DGF)	CHAMONIX				
	2012	2013	2014	2015	**2016**
Population DGF	18 243	18 283	18 293	18 382	**18 518**
Dotation de base	1 881 997	1 886 555	1 887 694		
Dotation de superficie	62 599	62 599	62 599		
Complément de Garantie	3 413 326	3 237 301	3 155 734		
Contribution au redressement des finances publiques			-231 866	-587 906	-569 095
Nouveau mode de calcul en 2015					
Dotation forfaitaire 2015 retraitée				4 879 901	4 154 959
Part dynamique de la population				9 189	14 052
Ecrêtement				-146 225	-124 649
MONTANT DE LA DGF NOTIFIEE	**5 357 922**	**5 186 455**	**4 874 161**	**4 154 959**	**3 475 267**
EVOLUTION DE LA DGF EN €	**-130 054**	**-171 467**	**-312 294**	**-719 202**	**-679 692**
EVOLUTION DE LA DGF EN %	**-2,4%**	**-3,2%**	**-6,0%**	**-14,8%**	**-16,4%**



* Les allocations compensatrices

Ces allocations compensent les exonérations accordées par l'Etat sur la taxe d'habitation, taxe foncière et au titre de la taxe professionnelle.

	2012	2013	2014	2015	2016	Evol. 15/16
Allocations compensatrices (en K€)	171	170	169	162	133	-18,0%

* Subventions de fonctionnement reçues

Le montant des subventions reste stable entre 2015 et 2016. Il se ventile comme suit :

EVOLUTION DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (en K€)						
	2012	2013	2014	2015	2016	Evol. 15/16
ETAT	92	19	50	70	59	-16,2%
REGION AUVERGNE RHONE ALPES	18	2	10	0	0	
DEPARTEMENT HAUTE SAVOIE	130	110	177	188	226	20,4%
Dont compensation genevoise	*63*	*75*	*112*	*142*	*167*	*18,1%*
AUTRES ORGANISMES	929	1 000	969	907	891	-1,7%
Dont CAF	*876*	*866*	*890*	*871*	*858*	*-1,5%*
Total	1 169	1 131	1 206	1 165	1 176	1,0%

La Caisse d'Allocation Familiale(CAF) reste le principal financeur pour toutes les actions engagées par la Commune autour de la petite enfance et de la jeunesse.

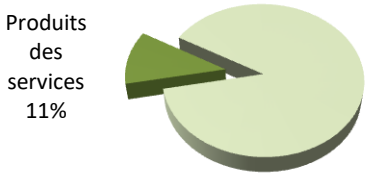
Les subventions de l'Etat, proviennent essentiellement des subventions reçues pour les emplois d'avenir (5 K€ en 2016 contre 12 K€ en 2015) et la réforme des rythmes scolaires (37 K€ en 2016 contre 40 K€ en 2015).

La subvention reçue du département concernant la compensation Genevoise est en progression (+18%), et s'élève pour l'année 2016 à 167 K€.

PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES 3 733 K€

Le poste est en baisse de 10,3% par rapport à l'année 2015

Recettes Réelles de Fonctionnement



Ce chapitre retrace toutes les recettes comptabilisées aux comptes « 70 » Produits des services du domaine et ventes diverses.

EVOLUTION DES PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES (en K€)						
	2012	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Evol. 15/16**
Redevance sociale, Périscolaire	420	485	436	445	**426**	**-4,3%**
Redevance ski de fond	151	160	133	128	**121**	**-5,8%**
Locations diverses	80	136	64	92	**103**	**12,2%**
Coupe de bois	51	83	10	104	**52**	**-50,1%**
Vente de matériaux	0	0	208	0	**0**	**n.s**
Divers redevances et droits	173	191	222	199	**257**	**29,3%**
dont concession dans les cimetières	*25*	*28*	*26*	*40*	*36*	*-9,4%*
dont redevances et droits des services culturels	*14*	*29*	*18*	*14*	*12*	*-16,2%*
dont redevances et droits des services sportifs	*17*	*15*	*17*	*21*	*11*	*-48,4%*
dont accueil des saisonniers	*23*	*30*	*6*	*0*	*0*	*/ CC*
dont travaux d'entretien facturés	*9*	*14*	*21*	*9*	*3*	*-62,3%*
dont recettes cartes résidents	*47*	*42*	*74*	*64*	*131*	*105,3%*
dont produits de la fourrière	*6*	*32*	*57*	*24*	*40*	*66,3%*
dont divers recettes	*32*	*1*	*3*	*2*	*1*	*-51,0%*
dont redevance d'occupation du domaine public	*0*	*0*	*0*	*25*	*23*	*-8,3%*
Sous total des Produits d'Exploitations	**875**	**1 055**	**1 073**	**968**	**959**	**-0,9%**
Remboursement secours sur pistes	474	465	431	432	**416**	**-3,7%**
Remb. mise à disposition de personnel :	1 951	2 063	2 223	2 077	**1 672**	**-19,5%**
dont Communauté de Communes	*1 089*	*1 274*	*1 282*	*1 255*	*778*	*-38,0%*
dont autres organisme	*862*	*789*	*941*	*822*	*894*	*8,8%*
Remb. frais divers :	681	715	714	684	**685**	**0,2%**
dont Communauté de Communes	*200*	*216*	*270*	*308*	*297*	*-3,6%*
dont Budgets annexes et CCAS	*191*	*191*	*133*	*101*	*134*	*32,5%*
dont autres organismes	*290*	*308*	*311*	*275*	*255*	*-7,3%*
Sous total des Remboursement	**3 106**	**3 243**	**3 368**	**3 193**	**2 774**	**-13,1%**
TOTAL	**3 981**	**4 298**	**4 441**	**4 161**	**3 733**	**-10,3%**

La baisse des produits des services de -428 K€ provient essentiellement du poste remboursement du personnel mis à disposition de la Communauté de Communes. En effet à compter de 2016 les services communs (Ressources Humaines, Finances, Informatiques, Marchés Publics, Développement Durable du Territoire & Espaces Naturels, et Juridique) ont été transférés à la Communauté de communes. Ce transfert a modifié le montant des recettes liées au remboursement du personnel mutualisé par la communauté de communes.

Concernant les produits d'exploitation, la variation est peu significative :

- Les produits de coupes de bois ont fortement baissé. Après les gros chantiers menés en 2015 concernant la lutte contre les scolytes, les travaux ont été plus modestes en 2016.

- Le secteur de la petite enfance et périscolaire reste le premier poste de recettes tarifaires malgré une baisse de -19 K€.

- On enregistre une forte progression sur les recettes cartes résidents liées à l'augmentation des tarifs qui ont été doublés en 2016.

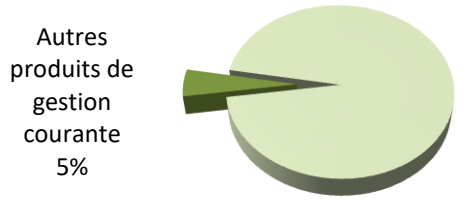
- Les redevances et droits des services sportifs sont en réalité stables, la variation est due à un rattachement de 2015 constaté à tort sur 2016.

Les secours sur pistes : la commune règle les différentes opérations de secours des skieurs sur les pistes (service des pistes, transport aérien et sanitaire), puis refacture aux personnes accidentées le coût de ces secours.

AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE 1 648 K€

Le poste est en augmentation de 7,6% par rapport à l'année 2015

Recettes Réelles de Fonctionnement



EVOLUTION DES AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (en K€)						
	2012	2013	2014	2015	2016	Evol. 15/16
Revenus des immeubles	**1 463**	**1 490**	**1 626**	**1 425**	**1 434**	**0,6%**
Appartements communaux	490	495	470	484	**462**	**-4,5%**
Autres bâtiments (refuges, DZ, Chx sud, Courmayeur, Planards…)	264	254	259	298	**358**	**20,1%**
MAPA	88	90	91	91	**0**	**-100,0%**
Salles du Majestic	202	170	211	190	**207**	**8,9%**
Hôtel du Montenvers	166	170	210	7	**84**	**1100,0%**
Murs du Casino	253	260	258	227	**199**	**-12,6%**
Locaux SOFILO		51	127	128	**125**	**-2,7%**
Redevances versées par les fermiers et concession	**108**	**96**	**69**	**106**	**173**	**63,0%**
Grotte Mer de Glace	97	63	49	67	**137**	**104,4%**
Concession Gaz …	5	5	0	10	**7**	**-32,6%**
Golf	6	18	10	19	**19**	**0,8%**
Centre de Bien être		10	10	10	**10**	**0,0%**
Jardins potagers aux Tissières (Loyer unique, mise à dispo. / 50 ans)					**35**	
Sous total	**108**	**96**	**69**	**106**	**208**	**96,0%**
Excédent des budgets annexes		1 838			**6**	
Revenus locations expositions	50					
TOTAL	**1 621**	**3 424**	**1 695**	**1 531**	**1 648**	**7,6%**

L'augmentation de ce chapitre provient :

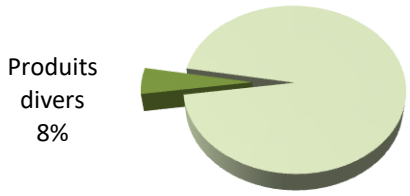
- D'une part du contrat d'exploitation du grand Hôtel du Montenvers et de ses annexes qui était arrivé à échéance en septembre 2014. Le Conseil Municipal du 26 novembre 2015, a validé la mise en place d'un bail emphytéotique au profit de la société Hôtel Restaurants du Montenvers, moyennant une redevance annuelle calculée sur la base du CAHT, avec un plafonnement de la redevance annuelle à 50 K€ les 24 premiers mois.
En 2016, outre la redevance de l'exercice, a été comptabilisé la redevance concernant le Glaciorium du 1 octobre 2014 au 30 septembre 2016 (Redevance Hôtel 50 K€ + redevance Glaciorium 2014/2015 17 K€ + redevance Glaciorium 2015/2016 17 K€).

- D'autre part, on constate une augmentation de la redevance de la Grotte de la Mer de Glace liée au bon résultat d'exploitation.

Ces augmentations ont permis de compenser :
- La baisse des recettes concernant les murs du Casino. Un avenant au bail de longue durée a été signé le 4/12/2015, concernant la baisse du loyer, avec une date d'effet au 1/07/2015 (-30K€).
- L'arrêt du bail concernant la MAPA suite à la mise en service de l'EHPAD intercommunal.

PRODUITS DIVERS : 2 472 K€

Recettes Réelles de Fonctionnement



PRODUITS FINANCIERS 573 K€

Ce chapitre intègre :

- Le remboursement par la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix de la part des intérêts (137 K€) de l'emprunt transféré en 2010.

- L'aide pour le remboursement anticipé de contrats de prêts à risque (Fonds de Soutien - Cf. chapitre VII La dette de la Commune du présent rapport). Cette aide se ventile sur la durée résiduelle des prêts. Les deux premières échéances sont comptabilisées sur 2016 (431 K€).

- Le solde correspond à un gain sur un swap sur un emprunt CALYON.

PRODUITS EXCEPTIONNELS 117 K€ (hors produits de cession)

Ce chapitre comprend :

- La subvention du Département pour les travaux sur le site sommital du Montenvers (69 K€). Subvention reversée à la CMB (Cf. Chapitre 67)

- Le remboursement des frais de gestion hiver 2015/2016 du stade de slalom de la Vormaine suite au transfert de compétence à la Communauté de Communes (14 K€)

- Des remboursements d'assurance suite à des sinistres (15 K€).

- le solde correspond à des régularisations, trop perçu, recouvrement après admission en non-valeur… (19 K€).

ATTENUATION DE CHARGES 222 K€

Remboursements sur les frais de personnel : maladie, accidents du travail, C.P.A.
Poste en baisse suite au transfert à la Communauté de communes des services communs

REPRISE SUR PROVISIONS 1 560 K€

- Reprise de la provision pour risques financiers suite à l'opération de désensibilisation de la dette 400 K€

- Reprise de provision pour risques et charges de fonctionnement courant concernant le complément de prix sur le Terrain J. Franco (1 160 K€).

2/ Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à : 34 256 069 € dont :

* **25 268 705 €** en opérations réelles
* **8 987 364 €** en opérations d'ordre.

Rappel : les opérations d'ordre se soldent entre elles, entre les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement et la section d'investissement

A. Le taux d'exécution des crédits

Le taux d'exécution des crédits mesure le niveau de réalisation des crédits ouverts au budget, sachant que le terme « réalisation » regroupe les notions de dépenses mandatées et de charges rattachées (le service est réalisé mais les pièces justificatives n'ont pas été transmises avant la fin de l'année).

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts 2016	Réalisations 2016	Taux d'exécution
Charges à caractère général	6 588 218	6 109 784	92,7%
Charges de personnel	12 515 405	11 863 053	94,8%
Atténuation de produits	2 618 000	2 608 067	99,6%
Autres charges de gestion courante	1 937 230	1 903 999	98,3%
Charges financières	2 605 000	2 230 060	85,6%
Charges exceptionnelles	3 560 809	553 742	15,6%
Dotations aux provisions	0	0	
Dépenses imprévues	472 767	0	0,0%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**30 297 429**	**25 268 705**	**83,4%**

Le taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement s'élève à 83,4% en 2016, en baisse par rapport à 2015 (87,9%).

Concernant les crédits ouverts du chapitre budgétaire Charges exceptionnelles, on retrouve l'inscription de l'indemnité d'assurance de la salle Michel Croz (3 Millions d'euros), crédits non réalisés sur 2016 et donc toujours en réserve.

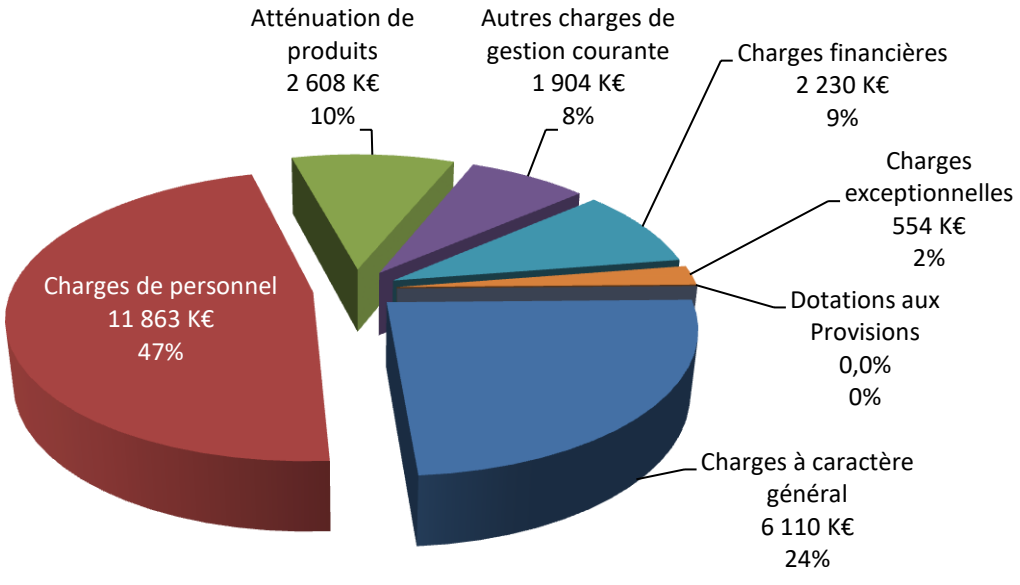
B. L'évolution des principales dépenses de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont globalement baissé de 11%, mais en neutralisant l'annulation des titres de MGM (1 120 K€) passée en charges exceptionnelles sur 2015 et la dotation aux provisions concernant l'indemnité du terrain J.Franco (1 160 K€) constituée en 2015 et remboursée en 2016, **les dépenses de fonctionnement ont diminué de 3%.**

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016	Evol. 15/16
Charges à caractère général	6 598 702	6 109 784	-7,4%
Charges de personnel	13 975 497	11 863 053	-15,1%
Atténuation de produits	712 330	2 608 067	n.s
Autres charges de gestion courante	1 985 396	1 903 999	-4,1%
Charges financières	2 335 036	2 230 060	-4,5%
Charges exceptionnelles	1 582 513	553 742	n.s
Dotations aux amorts et provisions (semi-budgétaires)	1 187 800	0	n.s
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**28 377 274**	**25 268 705**	**-11,0%**

C. Structure des dépenses de fonctionnement

En termes de structure, les charges de personnel représentent 47% des dépenses réelles totales, les charges à caractère général 24%, les charges financières 9% et les autres charges de gestion courante 8%.

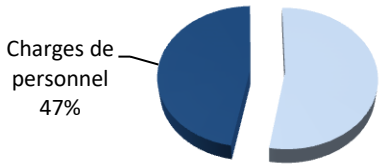


D. Détail de certains postes de charges

CHARGES DE PERSONNEL 11 863 K€

Le poste est en baisse de 15,1% par rapport à l'année 2015

Dépenses Réelles de Fonctionnement



Les charges de personnel constituent le premier poste de dépenses. Elles ont baissé de 15% entre les deux exercices.

En 2016, a été décidé :

D'une part le transfert à la Communauté de communes du personnel des services communs

- Service Achat (3 agents)
- Service Finances (13 agents)
- Service Informatique (7 agents)
- Service Ressources Humaines (8 agents)
- Services Développement Territoire dont urbanisme (15 agents)

D'autre part, le transfert de la Maison de la Mémoire et du Patrimoine et la régularisation du transfert du personnel Développement durable.

Le montant des charges de personnel correspondant est estimé à 2 030 K€.

En conséquence, à périmètre constant, ce poste est en très légère baisse. Compte tenu de l'augmentation mécanique annuelle sous l'effet des mesures de revalorisation touchant la carrière des agents (glissement-vieillesse-technicité), ce résultat est révélateur de la politique de gestion du personnel mise en place.

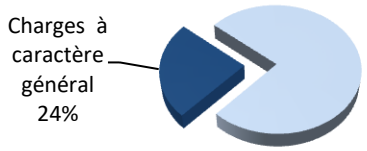
CHARGE DE PERSONNEL - EVOLUTION DU RATIO	2012	2013	2014	2015	2016
Charges de personnel	13 294	13 633	13 886	13 975	11 863
Atténuation de charges	264	225	225	272	222
Sous Total des charges de personnel en K€	**13 030**	**13 408**	**13 661**	**13 703**	**11 641**
RATIO CHARGES DE PERSONNEL/DEPENSES REELLES	**48%**	**51%**	**53%**	**48%**	**46%**
Mutualisation CCVCMB	1 089	1 274	1 282	1 235	778
Budget SPIC Parkings	291	292	357	347	427
Budget Restauration Municipale	429	420	449	424	444
Divers (SICOM PMB, Météo France, Asso. Réserve des Aiguilles Rouges…)	142	76	133	51	51
Total des charges de personnel retraitées en K€	**11 079**	**11 346**	**11 440**	**11 646**	**9 942**
RATIO CHARGES DE PERSONNEL/DEPENSES REELLES	**41%**	**43%**	**44%**	**41%**	**39%**

Après retraitement, le ratio de charge de personnel passe de 41% à 39% du total des dépenses réelles de fonctionnement.

CHARGES A CARACTERE GENERAL 6 110 K€

Le poste est en diminution de 7,4% par rapport à l'année 2015

Dépenses Réelles de Fonctionnement



Les charges à caractère général correspondent aux dépenses courantes de la commune (fluides, petites fournitures, les contrats, honoraires, maintenance, l'entretien du matériel, des bâtiments, les impôts…),

CHARGES A CARACTERE GENERAL (En K€)	2012	2013	2014	2015	2016	Evol. 15/16
Fluides	1 249	1 331	1 202	1 179	1 020	-13%
Déneigement	1 156	1 310	766	706	675	-4%
Entretien des voiries et fournitures	520	436	647	410	430	5%
Entretien véhicules	146	147	152	145	175	20%
Entretien Bâtiments matériels terrains…	455	280	272	317	201	-37%
Contrat prestations	823	750	734	712	652	-8%
Locations Immob. Mobilière + charges copropriété	493	570	550	527	477	-10%
Fournitures diverses, petits équipements…	403	397	422	405	409	1%
Vêtements travail, formation, déplacements…	189	206	184	190	157	-17%
Assurances	124	138	143	150	201	34%
Maintenance	204	226	226	217	233	7%
Honoraires	191	313	200	143	142	0%
Rémunération d'intermédiaires	528	526	600	596	549	-8%
Fêtes et cérémonies réception	122	109	116	102	81	-20%
Fournitures administrative, scolaire, informatique, doc.	112	101	104	95	88	-7%
Téléphone, Affranchissement	152	147	155	168	145	-14%
Taxes foncières	262	271	268	250	258	3%
Divers	223	225	261	287	216	-25%
TOTAL DES CHARGES	**7 352**	**7 483**	**7 002**	**6 599**	**6 110**	**-7%**

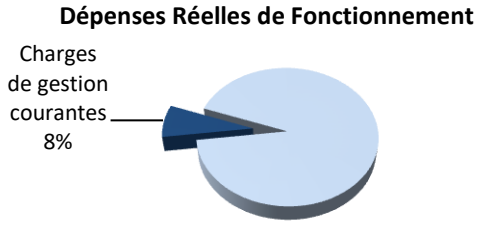
Ce chapitre budgétaire totalise 6 110 K€ et représente 24% des dépenses réelles de fonctionnement.

Il enregistre une baisse de 489 K€ (- 7%), par rapport à l'année 2015 et atteint un taux de réalisation de près de 93%.

Les transferts de compétences concernant les forfaits jeunes, la MMP, le stade de slalom de la Vormaine, participe à la baisse des charges de fonctionnement à hauteur d'environ 1,5%.

AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES : 1 903 K€

Le poste est en diminution de 4,1% par rapport à l'année 2015



Les charges de gestion courante sont essentiellement constituées de la contribution au SDIS, ainsi que diverses participations et subventions versées aux associations locales.

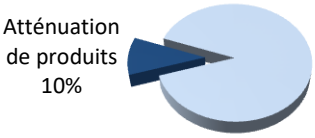
AUTRES CHARES DE GESTION COURANTES (En K€)	2012	2013	2014	2015	2016	Evol. 15/16
Indemnités mission formation Elus	215	189	165	145	160	11%
Participation SDIS	646	658	663	666	666	0%
Autres Contributions Obligatoires	122	123	112	112	101	-10%
Subvention aux associations	958	1 086	1 019	944	867	-8%
Subvention au CCAS	45	39	38	28	38	36%
Autres subventions	12	13	6	26	25	-5%
Créances admise en non valeurs	38	54	93	64	48	-26%
Subvention lotissement des Tissières	1 385					
TOTAL DES CHARGES	**3 421**	**2 162**	**2 096**	**1 985**	**1 904**	**-4%**

Le poste subventions aux associations enregistre une baisse de 111 K€ par rapport à l'année 2015.
Cette baisse résulte de l'effort demandé aux associations, du transfert de la subvention COSMOJAZZ à la Communauté de Communes et la suppression de la subvention aux amis de la réserve des aiguilles rouges conformément à la nouvelle convention.

ASSOCIATIONS	2012	2013	2014	2015	2016
M. J. C. CHAMONIX	473 500	488 000	482 000	497 000	503 856
ASSOCIATION ECOLE JEANNE D'ARC	170 424	173 580	179 892	172 528	162 864
GROUPEMENT DE SOLIDARITE DU PERSONNEL COMMUNAL	103 150	91 500	83 950	86 882	68 671
"CHAMONIX COSMOJAZZ FESTIVAL"	50 000	59 500	59 500	55 000	CCVCMB
LES AMIS DE LA RESERVE NATURELLE DES AIGUILLES ROUGES	28 500	34 000	24 000	24 000	Convention
COMPAGNIE DES GUIDES	25 000	25 000	25 000	22 500	35 000
ASSOCIATION DES COMITES DE JUMELAGES :	20 000	19 370	15 000	12 000	7 000
COOPERATIVE DES ECOLES	19 164	20 745	20 590	18 472	12 529
LA CHAMONIARDE	0	21 000	21 000	0	
ASSOCIATIONS CULTURELLES DIVERSES	39 200	31 700	23 500	32 400	32 725
ASSOCIATIONS DIVERSES	29 674	20 100	25 950	23 175	10 490
TOTAL DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	**958 612**	**984 495**	**960 382**	**943 957**	**833 135**
AQUASSITANCE (DEMDENG D=R)	0	101 750	58 600	0	33 400
TOTAL DU COMPTE 6574	**958 612**	**1 086 245**	**1 018 982**	**943 957**	**866 535**

ATTENUATION DE PRODUITS : 2 608 K€

Dépenses Réelles de Fonctionnement



Atténuation de Produits (En K€)	2012	2013	2014	2015	2016	Evol. 15/16
FPIC				699	1 036	48%
Dégrèvement taxe d'Habitation / logements vacants		1	14	13	6	-52%
Attributions de compensations dont services communs					1 566	
TOTAL DES CHARGES		**1**	**14**	**712**	**2 608**	

* FPIC :

RAPPEL : La loi de Finances 2012 a introduit un dispositif de péréquation fiscale

De 2012 à 2014, la Communauté de Communes a pu supporter l'intégralité du prélèvement

FPIC Répartition de droit commun								
Collectivités	**%**	**Prélèvement de droit commun 2012**		**%**	**Prélèvement de droit commun 2013**		**%**	**Prélèvement de droit commun 2014**	
CCVCMB	*42,07%*	147 105 €		*55,08%*	493 174 €		*55,76%*	839 485 €	
Chamonix	***44,62%***	***156 047 €***	*202 636 €*	***33,80%***	***302 625 €***	*402 127 €*	***33,10%***	***498 359 €***	*666 114 €*
Les Houches	*9,63%*	*33 693 €*		*8,05%*	*72 078 €*		*8,07%*	*121 522 €*	
Servoz	*1,28%*	*4 488 €*		*1,45%*	*12 947 €*		*1,48%*	*22 356 €*	
Vallorcine	*2,40%*	*8 409 €*		*1,62%*	*14 477 €*		*1,59%*	*23 877 €*	
TOTAL	**100,00%**	**349 741 €**		**100,00%**	**895 301 €**		**100,00%**	**1 505 599 €**	
EVOLUTION EN % PREVU PAR L'ETAT					**140%**			**58%**	
EVOLUTION EN % (REELLE)					**156%**			**68%**	

A compter de 2015, il est appliqué la répartition de droit commun

FPIC Répartition de droit commun					
Collectivités	**%**	Prélèvement de droit commun 2015		**%**	**Prélèvement de droit commun 2016**	
CCVCMB	*55,39%*	1 164 740 €		*54,80%*	**1 687 810 €**	
Chamonix	***33,25%***	***699 236 €***	*938 004 €*	***33,63%***	***1 035 635 €***	***1 392 113 €***
Les Houches	*8,24%*	*173 293 €*		*8,41%*	*259 173 €*	
Servoz	*1,49%*	*31 251 €*		*1,52%*	*46 725 €*	
Vallorcine	*1,63%*	*34 224 €*		*1,64%*	*50 580 €*	
TOTAL	**100,00%**	**2 102 744 €**		**100,00%**	**3 079 923 €**	
EVOLUTION		**40%**			**46%**	

* ATTIBUTIONS DE COMPENSATION :

De nouvelles compétences ont été transférées à compter de janvier 2016 à la Communauté de communes soit :

- les Forfaits jeunes

- Soutien à l'évènement culturel d'intérêt communautaire Cosmojazz

- Gestion de la Maison de la Mémoire et du patrimoine

- Prise en charge des prestations sur le stade de slalom de la Vormaine

- la régularisation de personnel transféré (DD, saisonniers Aiguilles Rouges)

Ces transferts ont un impact sur les Attributions de compensation. Les charges ainsi transférées étant supérieures aux recettes, Les Attributions de compensation constituent dorénavant une charge pour la Commune de Chamonix.

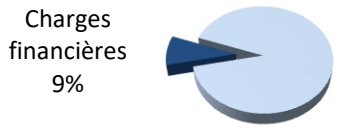
Par ailleurs, la participation de la Commune aux coûts des services communs est intégrée sur cette ligne à compter de 2016.

Montant AC de Chamonix jusqu'au 31/12/2015	*A déduire transferts de charges Forfaits jeunes*	*Montant AC de Chamonix (vote du CC 15/09/15)*	*A déduire nouveaux transferts de charges*	*Nouveau montant AC de Chamonix (vote du 23/02/2016)*	*Participation de Chamonix aux services communs*	***TOTAL***
204 798 €	*63 858 €*	*140 940,00 €*	*-310 127 €*	***-169 187 €***	***-1 396 969 €***	*-1 566 156 €*

CHARGES FINANCIERES : 2 230 K€

Le poste est en diminution de 4,5% par rapport à l'année 2015

Dépenses Réelles de Fonctionnement



* LES CHARGES FINANCIERES

Les charges financières sont essentiellement les intérêts de la dette.

Le poste est en baisse de 105 K€.

Cette baisse est la conséquence de l'opération de gestion active de la dette effectuée courant janvier 2016 suite à l'opération de désensibilisation des produits structurés et le réaménagement des 8 prêts auprès de la Caisse d'Epargne.

CHARGES EXCEPTIONNELLES : 554 K€

Dépenses Réelles de Fonctionnement

CHARES EXCEPTIONNELLES (En K€)	2012	2013	2014	2015	2016
SUBVENTION BUDGET SPIC PARKINGS	190	33	0	0	0
SUBVENTION BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE	216	204	281	196	210
SUBVENTION BUDGET REMONTEES MECANIQUES	94	92	165	154	160
SUBVENTION BUDGET LOTISSEMENT TISSIERES	1 385				
TITRES ANNULES	24	409	10	1 125	0
Subvention CG / Travaux Montenvers reversée à la CMB					69
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	55	45	1	108	115
TOTAL DES CHARGES	**1 964**	**783**	**457**	**1 583**	**554**

Ce chapitre intègre :

Les subventions d'équilibre versées aux budgets annexes, en augmentation de 7% pour le budget Restauration Municipale et de 4% pour les Remontées Mécaniques de Fond de Vallée.

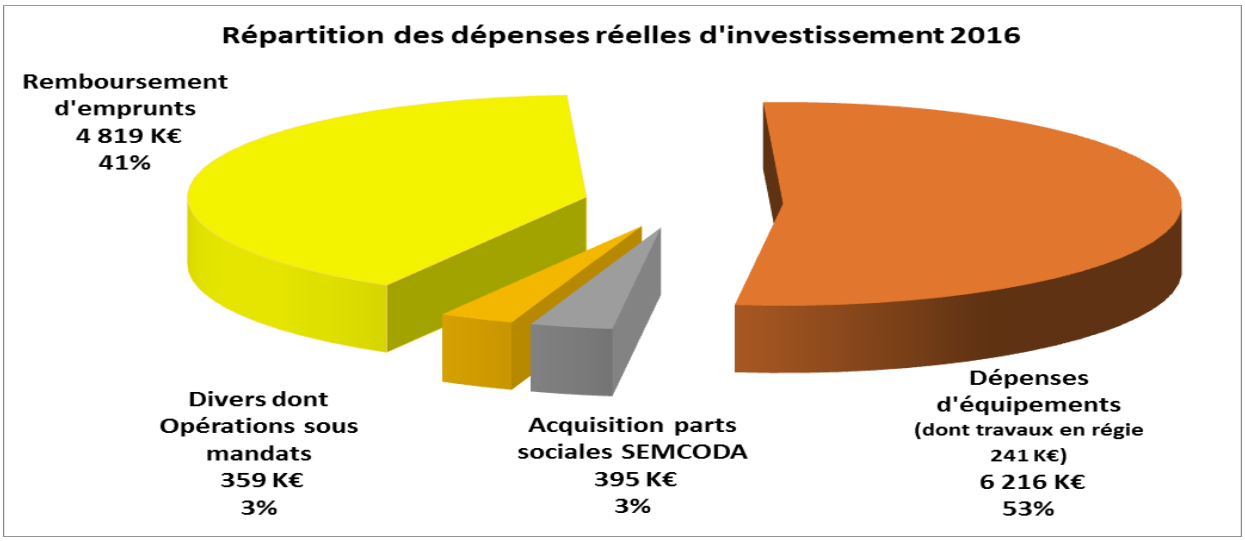
Aucune subvention d'équilibre n'a été versée au budget SPIC Parkings.

Dans les autres charges exceptionnelles, on retrouve le reversement au budget Assainissement intercommunal d'un montant correspondant aux restes à réaliser sur travaux lors du transfert de compétence (106 K€).

VI / INVESTISSEMENT

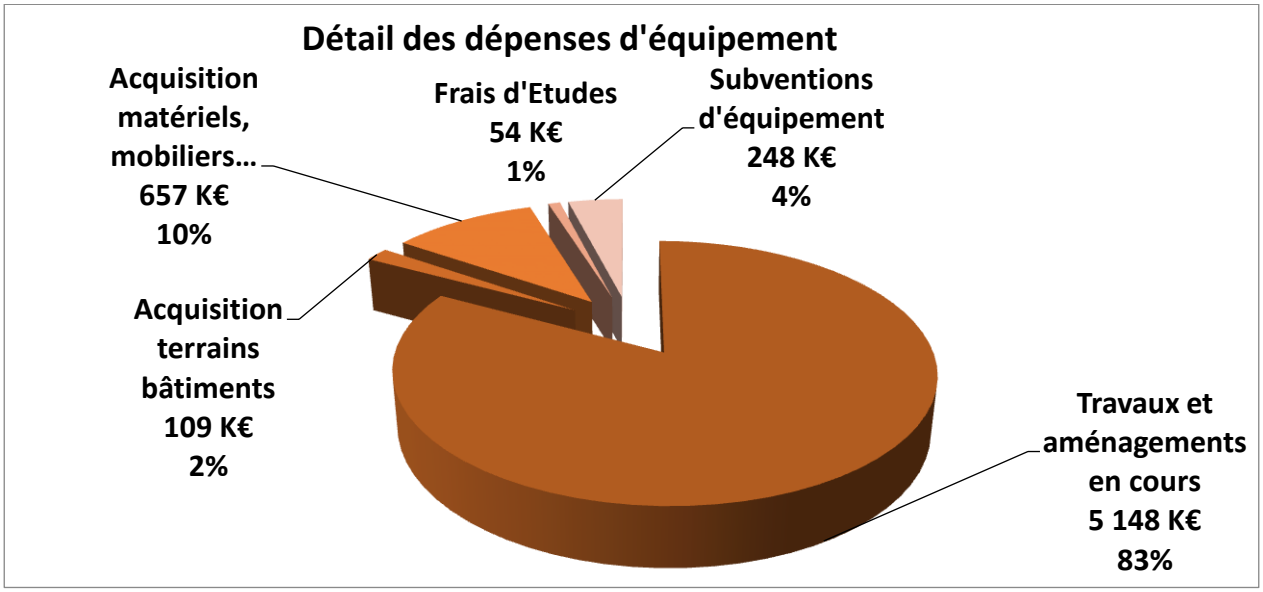
Les dépenses d'investissement s'élèvent à 55 548 829 € dont :

* **11 548 240 €** en opérations réelles
* **38 713 410 €** en opérations patrimoniales dont 38 641 K€ d'opération de refinancement de la dette (Dépenses = Recettes)
* **5 287 179 €** en opérations d'ordre (ces écritures concernent des opérations trouvant leur contrepartie en section de fonctionnement et décrivent pour 2016 la valorisation des travaux en régie : 241 K€, et charges à répartir concernant les indemnités de réaménagement de la dette : 5 045 K€).

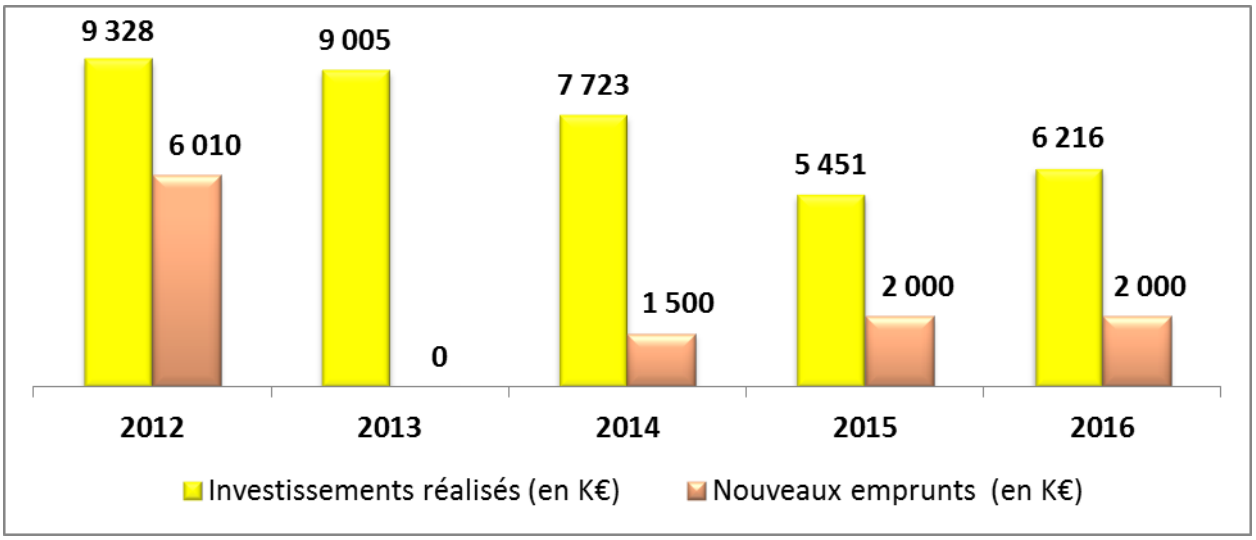


A. Dépenses d'équipements

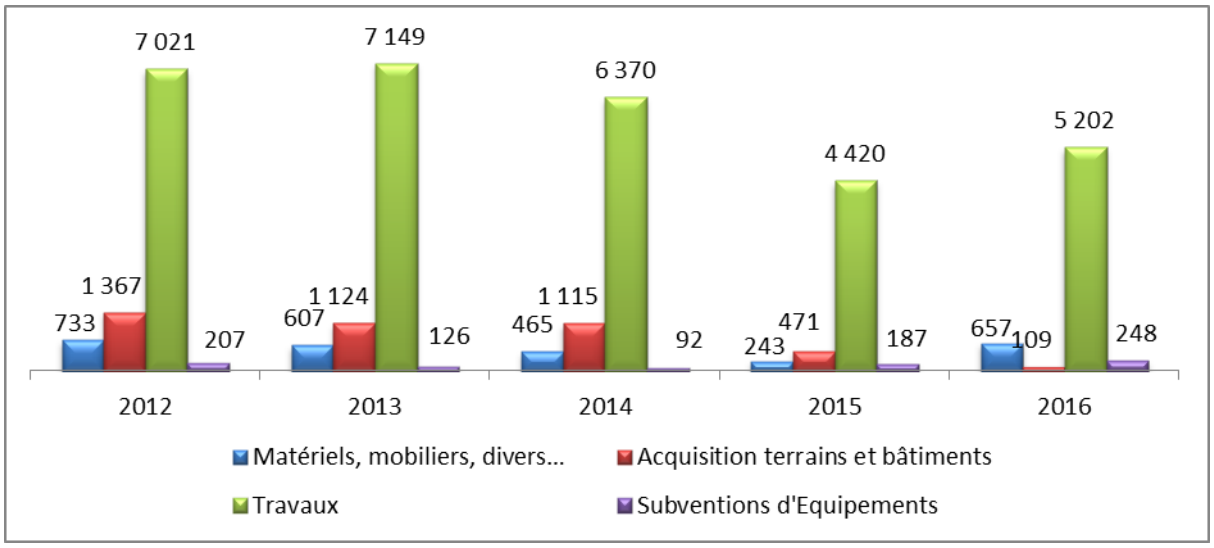
Le périmètre des dépenses d'équipement comprend les frais d'études, les travaux, les achats de terrains, de matériels, le versement de subventions d'équipement.



Le niveau de réalisation 2016 s'élève à 6 216 K€ soit un taux de réalisation de 53 % et 98 % en tenant compte des restes à réaliser.



Sur la période observée 2012 – 2016, la moyenne des dépenses d'équipement s'élève à 7 550 K€ par an, dont près de 900 K€ par an d'acquisition de terrains et bâtiments. (Sans tenir compte des investissements réalisés sur les équipements de la commune transférés à la Communauté de Communes)



Le niveau des dépenses d'équipement pour la commune s'élève à : **643 €/hab**. pour 2016

B. Détail des dépenses d'équipement

Le programme d'investissement 2016 a porté sur les grands domaines suivants :

Services Généraux, Administration publique	***1 091 K€***
- Acquisition de véhicules	375 K€
- Acquisition matériels, mobiliers, informatique	140 K€
- Travaux appartements communaux	45 K€
- Travaux divers bâtiments	511 K€
- Subvention d'équipements (Orgue Eglise Argentière)	20 K€
Sécurité	***35 K€***
- Acquisition de matériels Police Municipale	10 K€
- Travaux poteaux incendie	25 K€
Enseignement	***517 K€***
- Acquisition de matériels, mobiliers	27 K€
- Travaux dans les écoles, Haltes garderies… (dont travaux de rénovation énergétique Ecole Balmat : 400 K€)	490 K€
Culture	***14 K€***
- Travaux Maison pour Tous, Salles St Michel…	14 K€
Sports	***238 K€***
- Acquisition matériels pistes de ski de fond…	5 K€
- Travaux domaine nordique (neige de culture…)	214 K€
- Subvention d'équipements (Vormaine)	19 K€
Famille et Logement	***1 341 K€***
- Travaux Foyer des Jeunes Travailleurs	150 K€
- Crèche secteur J. Franco	1 032 K€
- Subvention d'équipements (Habitat Haute-Savoie logements J. Franco)	159 K€
Aménagement et service urbain, Environnement	***2 535 K€***
- Vidéo protection	31 K€
- Itinéraires cyclables	29 K€
- Zones piétonnes	354 K€
- Ponts et Passerelles	118 K€
- Eclairage public, réseaux dont Syane	132 K€
- Défense contre les eaux, paravalanches	53 K€
- Aménagement zone de la Vigie VRD	77 K€
- Espaces verts et forêts	45 K€
- Réserve Foncière	11 K€
- Travaux Pace du Mont Blanc	117 K€
- Aménagement de sécurité et transport urbain	186 K€
- Travaux de voirie	1 382 K€
(Secteur des Tissières, rue Whymper, Impasse du Montenvers, Marie Paradis, Routes du Lavancher, Benoit Couttet, la Frasse, Montroc, les Praz, les Combes Le Mont, l'Ile des Barrats, chemins de la Glacière, des Ilettes, du Sapi, Montée de la croix des Moussoux …	

Action Economique	***445 K€***
- Travaux dans les refuges et buvettes	8 K€
- Travaux Refuge des Cosmiques	18 K€
- Travaux Ferme de Montroc	82 K€
- Travaux Réseaux Montenvers	287 K€
- Subvention d'équipements (Travaux refuge Albert 1er)	50 K€

C. Financement des investissements

L'excèdent dégagé en section de fonctionnement doit permettre de payer notamment les remboursements du capital de la dette.

(En K€)	2012	2013	2014	2015	2016
Epargne brute	5 100	7 811	6 178	4 935	7 753
Remboursement capital de la dette (Après déduction de la dette remb. par CCVCMB)	4 896	4 641	4 833	4 406	4 244
Epargne net	204	3 170	1 345	529	3 509

En 2016, l'épargne brute de 7 753 K€ reste suffisante pour couvrir le remboursement de la dette 4 244 K€. L'épargne disponible pour le financement des investissements s'élève à 3 509 K€

FINANCEMENT DES DEPENSES D'EQUIPEMENT

	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	Moyenne 2012/2016
Epargne nette	2%	36%	17%	10%	56%	24%
Ressources propres d'investissement	53%	30%	43%	46%	35%	41%
Subventions	11%	14%	11%	16%	3%	11%
Emprunts	64%	0%	19%	37%	32%	30%
Variation fond de roulement	-30%	20%	10%	-9%	-26%	-7%

La part de la capacité d'autofinancement disponible dans le financement des dépenses d'équipement est en moyenne de 24% par an et la part de l'emprunt est de 30% sur la période 2012 - 2016.
Les ressources propres d'investissement sont composées du FCTVA, de la taxe d'aménagement et des produits de cessions d'immobilisations

D. Restes à réaliser

L'équilibre du compte administratif s'apprécie tant au niveau des réalisations de l'exercice que des restes à réaliser retracés dans la comptabilité d'engagement, en dépenses comme en recettes.

Les restes à réaliser de l'exercice 2016 se présentent ainsi :

Dépenses : 5 845 K € Recettes : 3 612 K €

Les restes à réaliser en dépenses sont constitués des dépenses engagées mais non mandatées.

En 2016 celles-ci concernent :

- 1 874 K€ de travaux de voirie, de réseaux (dont aménagements VRD de la vigie, du Montenvers, Itinéraires cyclables …)
- 1 487 K€ de travaux dans les bâtiments communaux et divers
- 1 193 K€ pour le complément prix du terrain secteur J. Franco
- 312 K€ de travaux dans les forêts, espaces verts, pistes de ski, ponts et passerelles, zones piétonnes…
- 187 K€ d'acquisition de véhicules
- 517 K€ d'opérations sous mandat : Centre Technique
- 222 K€ de réserves foncières
- 53 K€ de subventions d'équipements

Pour les recettes, les restes à réaliser correspondent à des titres de recettes restant à émettre et destinés à financer les dépenses.
Il s'agit notamment des subventions d'investissements à recouvrer (303 K€), des opérations sous mandat La Vigie (709 K€), Centre Technique (600 K€) et des emprunts reportés (2 000 K€).

VII / LA DETTE DE LA COMMUNE

La dette de la commune de Chamonix Mont Blanc comprend la dette du Budget Général, plus la dette des Budgets Annexes (Spic Parkings, Remontées Mécaniques et Eau)

En début d'année 2016, la commune a mené deux opérations de dette, une concernant la désensibilisation des prêts structurés, l'autre un compactage de huit prêts de la Caisse d'Epargne.

Concernant le réaménagement d'une partie de la dette structurée en dette classique, l'opération s'est déroulée sur les marchés financiers le 21 janvier 2016.

Le Conseil Municipal, par délibération du 18 janvier 2016 a autorisé Monsieur le Maire à signer les protocoles transactionnels avec la SFIL, la Caisse d'Epargne et la Société Générale, mais également à signer une convention avec le représentant de l'Etat définissant les modalités de versement du fonds de soutien pour le refinancement des contrats de prêts renégociés.

Les notifications des décisions définitives de liquidation d'aides pour le remboursement anticipé de contrats financiers à risque ont été reçues des ministères le 21 juin et le 25 juillet 2016.

Les conventions avec l'Etat ont été signées le 26 et 29 juillet 2016, elles formalisent les échéanciers de versement de l'aide.

La commune de Chamonix a perçue deux versements de l'aide du fonds de soutien en 2016 (un versement au titre de l'année 2016 et un versement complémentaire, suite au dépôt du dossier de demande d'aide avant le 31 décembre 2014).

Ces opérations ont fait l'objet de plusieurs informations auprès du Conseil Municipal.

A. Les opérations de dette en 2016

♦ **Les nouveaux emprunts**

Sur l'exercice 2016, le recours à l'emprunt s'est élevé à 2 000 000 €

*** SFIL :** Montant : 2 000 000 € au 1 avril 2016 Durée : 20 ans
Taux fixe trimestriel de 3,19% Budget General
Ce flux nouveau fait partie de l'opération de désensibilisation du prêt structuré de la SFIL

♦ **La gestion active de la dette**

Opération de désensibilisation :

La commune détenait 6 emprunts structurés dans son encours de dette pour un capital restant dû de 11 821 K€ au 31 décembre 2015.

Sur les six prêts, trois ont été transformés en taux fixe, pour les trois autres il a été utilisé la méthode dérogatoire.

Cette méthode dérogatoire est provisoire (sa durée est limitée à 3 ans pour l'instant) et sans qu'il soit nécessaire de justifier du remboursement du contrat.

Le fonds de soutien va prendre en charge la différence entre les intérêts constatés sur le contrat éligible et les intérêts résultant de l'application du taux d'usure.

A tout moment, la collectivité peut décider de procéder au refinancement de ce prêt et demander le versement de l'aide du fonds de soutien.

Cette méthode présente plusieurs intérêts pour le bénéficiaire de l'aide qui n'a pas à s'endetter plus avant pour rembourser immédiatement l'indemnité exigée par la banque et qui peut mettre en place une stratégie de gestion dans le temps afin de solder son opération avec un meilleur timing et attendre des opportunités de marchés.

Il a donc été réalisé :

SFIL
Refinancement du prêt n° 165 EUR/CHF sur le BUDGET GENERAL par un nouveau prêt à taux fixe, en autofinançant une partie de l'indemnité compensatrice à hauteur de 700 K€.
La provision pour risques et charges financiers à hauteur de 400 K€, constituée en 2011 et 2012 et le premier versement du fonds de soutien a permis d'autofinancer une partie de l'indemnité.

Souscription d'un flux nouveau à hauteur de 2 M€ (Financement des investissements 2015) à taux fixe de 3.19%, sur une durée de 20 ans.

Utilisation de la méthode dérogatoire pour le prêt n° 1013 USD/YEN du Budget SPIC PARKINGS

CAISSE D'EPARGNE
Refinancement des prêts HELVETIX – USD/CHF n° 154 et 159/160 sur le BUDGET GENERAL

SOCIETE GENERALE
Utilisation de la méthode dérogatoire concernant les prêts n° 161 et 168 basés sur une stratégie de pente (écart entre CMSGBP10 et CMSEUR10 et CMSGBP10 et CMSCHF10)
du BUDGET GENERAL

Le refinancement de l'ensemble des prêts structurés a été réalisé sans rallongement de la durée résiduelle des prêts.

Tableau récapitulatif des indemnités et du Fonds de Soutien

BUDGET GENERAL									
Etablis. Préteurs	Devises	Capital restant du	Indemnités compensatrice IRA	Indemnités prise en charge par la banque	Indemnités prise en charge dans le taux	Indemnités autofinancées	Indemnités capitalisées	Taux du fonds de soutien	Montant du fonds de soutien
SFIL	EUR/CHF	2 133 630 €	3 475 000 €	0 €	675 000 €	700 000 €	2 100 000 €	50,09%	1 881 488 €
CE	USD/CHF	2 608 712 €	2 722 017 €	748 555 €	439 000 €	0 €	1 534 462 €	38,81%	1 056 415 €
CE	USD/CHF	1 492 079 €	557 557 €	153 328 €	213 000 €	0 €	191 229 €	14,43%	80 455 €
		6 234 421 €	**6 754 574 €**	**901 883 €**	**1 327 000 €**	**700 000 €**	**3 825 691 €**		**3 018 358 €**

METHODE DEROGATOIRE									
BUDGET GENERAL									
Etablis. Préteurs	Devises	Capital restant du	Indemnités compensatrice	Indemnités prise en charge par la banque	Indemnités prise en charge dans le taux	Indemnités autofinancées	Indemnités capitalisées	Taux du fonds de soutien	Montant du fonds de soutien
STE GLE	GBP/EUR	798 889 €	64 729 €	0 €	0 €	0 €	64 729 €	10,88%	7 043 €
STE GLE	GBP/CHF	1 500 000 €	340 194 €	0 €	0 €	0 €	340 194 €	13,04%	44 361 €
		2 298 889 €	**404 923 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**404 923 €**		**51 404 €**
BUDGET SPIC PARKINGS									
Etablis. Préteurs	Devises	Capital restant du	Indemnités compensatrice	Indemnités prise en charge par la banque	Indemnités prise en charge dans le taux	Indemnités autofinancées	Indemnités capitalisées	Taux du fonds de soutien	Montant du fonds de soutien
SFIL	USD/YEN	**2 731 007 €**	**1 317 000 €**	**0 €**	**454 000 €**	**0 €**	**863 000 €**	**16,01%**	**210 852 €**

Tableau récapitulatif des conditions

	BUDGET GENERAL (Réaménagement sans allongement de la durée résiduelle des prêts)							
	Etablis. Préteurs	Devises	Capital restant du	Prévisions de Taux sur la durée résiduelle Méthode des Forwards	Taux fixe suite au réamenagement		Indemnités capitalisées sur la durée résiduelle du prêt	Taux fixe suite au réamenagement
Avant réaménagement	SFIL	EUR/CHF	2 133 630 €	de 21 à 41%				
Réaménagement du 21/01/2016	SFIL	Taux Fixe	2 133 630 €		2,18%		2 100 000 €	2,18%
Avant réaménagement	CE	USD/CHF	2 608 712 €	de 5,40 à 25%				
Réaménagement du 21/01/2016	CE	Taux Fixe	2 608 712 €		3,30%		1 534 462 €	1,24%
Avant réaménagement	CE	USD/CHF	1 492 079 €	de 5 à 12%				
Réaménagement du 21/01/2016	CE	Taux Fixe	1 492 079 €		3,30%		191 229 €	0,90%

Opération de compactage de 8 prêts :

La commune de CHAMONIX a souhaité dégager des marges budgétaires sur les prochains exercices pour réaliser les projets prévus dans le mandat en cours.

L'opération de réaménagement a permis de compacter 8 crédits classiques en un seul crédit à échéances constantes avec un rallongement de 5 ans supplémentaires sur la durée résiduelle moyenne de la dette réaménagée (de 12 à 17 ans), en intégrant une partie de l'indemnité réduite à titre dérogatoire par la CERA, pour un montant de 1 220 000 €.

Le montant total des indemnités des 8 prêts s'élève à 3 649 408 €.

L'indemnité a été réduite à titre dérogatoire par la CERA, compte tenu du caractère lié et indissociable des conditions de refinancement ci-dessous.

Etablis. Préteurs	Devises	Capital restant du	Indemnités compensatrices	Indemnités prises en charge par la banque	Indemnités prises en charge dans le taux	Indemnités capitalisées
CE	**8 prêts**	**13 086 064 €**	**3 649 408 €**	**821 896 €**	**1 597 512 €**	**1 220 000 €**

B. Structure de la dette de Chamonix Mont Blanc

Au 31 décembre 2016, la dette de la commune s'élève à 53,6 M€ avec un taux moyen de 3,15% et une structure de dette répartie de la façon suivante :

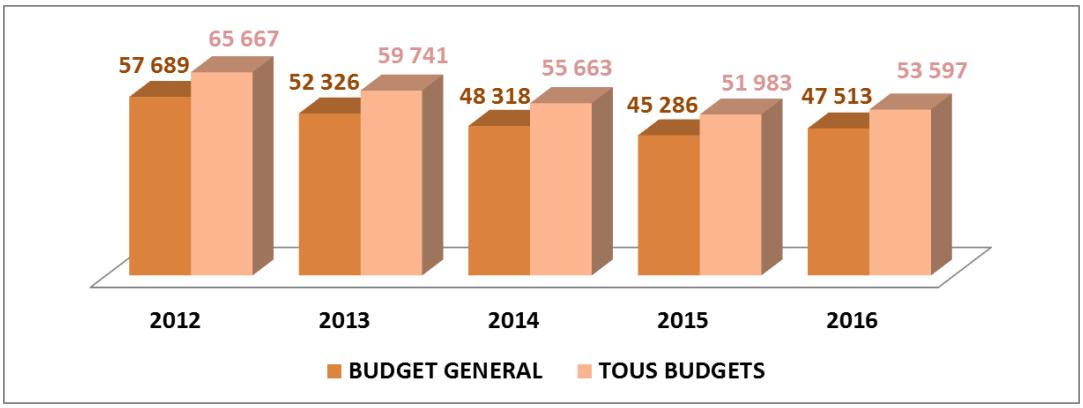
87 % de l'encours est à taux fixe soit 46,7 M€ (taux moyen de 3,14%)

9 % de l'encours concernent des produits « structurés » soit 5 M€ (taux moyen de 3,6%)

4 % de l'encours est à taux variable soit 1,9 M€ (taux moyen de 1,7%)

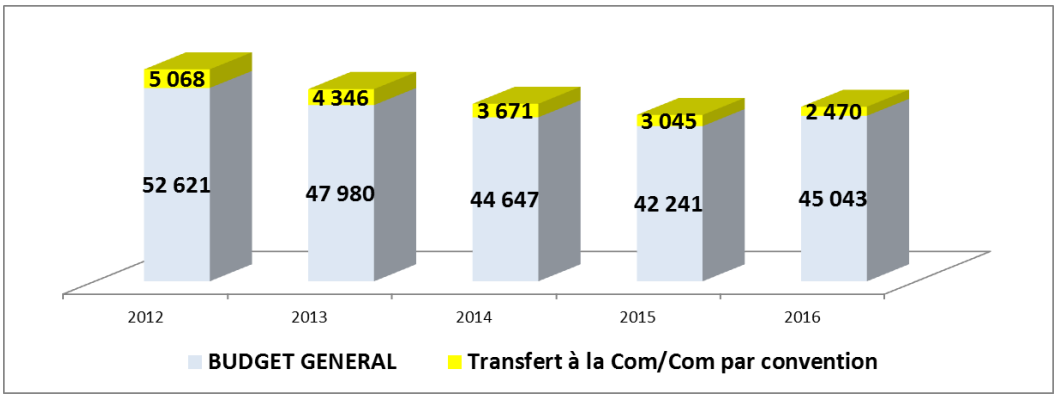
C. Evolution de l'encours de la dette

Depuis 2012, la commune a poursuivi sa politique de désendettement.
L'encours de la dette est passé de 65 667 K€ au 31/12/2012 à 51 983 K€ au 31/12/2015, soit une baisse de 21%.
Sur l'année 2016, hors opération de gestion de dette, la commune a poursuivi sa politique de désendettement. Le montant de la dette en capital remboursé sur l'exercice s'élève à 5 431 K€. Dans le même temps, il a été souscrit un flux nouveau à hauteur de 2 M€ auprès de la SFIL, soit une baisse de l'encours sur 2016 de 3 431 K€.
En tenant compte de la gestion de dette du mois de janvier 2016, l'encours a progressé de 1 614 K€.



Lors de la création de la Communauté de Communes en 2010, il a été transféré une partie de la dette concernant les équipements transférés (Centre sportif, musées, bibliothèques…)

En tenant compte de cette dette transférée, le montant de l'encours de la dette propre de la commune s'élève à 45,04 millions d'euros soit une diminution de 14% par rapport à 2012.



D. Situation par budget au 31 décembre 2016

BUDGET	Capital restant dû au 31/12/2015	Capital restant dû au 31/12/2016	Variations	Durée de Vie Résiduelle au 31/12/2016	Durée de Vie Moyenne au 31/12/2016
BUDGET GENERAL	45 286 243,70	47 513 248,17	2 227 004,47	11 ans, 4 mois	6 ans, 3 mois
SPIC PARKINGS	6 109 199,35	5 554 385,95	-554 813,40	11ans, 11mois	6 ans, 9 mois
REMONTEES MECANIQUES	557 051,39	506 661,46	-50 389,93	10 ans, 1 mois	5 ans, 3 mois
EAU	30 495,43	22 928,50	-7 566,93	2 ans,5 mois	1 an, 5 mois
	51 982 989,87	53 597 224,08	1 614 234,21	11 ans, 5 mois	6 ans, 3 mois

Durée de vie Résiduelle : La durée de vie résiduelle (exprimée en années) est la durée restant avant l'extinction totale de la dette ou d'un emprunt.

Durée de Vie Moyenne Résiduelle : Il s'agit de la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année).
La durée de vie moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement.

La durée de vie résiduelle de l'encours de la dette de la commune de Chamonix Mont Blanc (11 ans, 5 mois) est en hausse par rapport à l'année dernière (10 ans, 3 mois), mais reste inférieure à la moyenne constatée dans les communes de taille comparable.

E. Evolution des produits structurés

EVOLUTION DE L'ENCOURS DES PRODUITS STRUCTURES (En K€)

ETABLISSEMENTS BANCAIRES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
DEXIA	12 244	6 383	5 313	5 084	2 843
CAISSE D' EPARGNE	5 063	4 753	4 433	4 101	0
SOCIETE GENERALE	3 312	3 026	2 734	2 436	2 132
TOTAUX	20 619	14 162	12 480	11 621	4 975
TOTAL DE L'ENCOURS DE LA DETTE (Tous budgets)	65 849	59 742	55 663	51 983	53 597
% PAR RAPPORT AU TOTAL DE L'ENCOURS	31%	24%	22%	22%	9%

La part de produit structuré dans l'encours de la commune a fortement baissé en passant de 31% en 2012 à 9% en 2016

EVOLUTION DU RISQUE DE LA DETTE AU REGARD DE LA CHARTE GISSLER

RISQUES AU REGARD DE LA CHARTE GISSLER	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
FAIBLES A1 + B2	68,69%	76,30%	77,58%	77,65%	90,72%
MODERES E3 + E4	9,34%	2,00%	1,92%	1,80%	1,49%
ELEVES E5 + F4	3,04%	3,07%	2,99%	2,89%	2,49%
TRES ELEVES HORS CHARTE	18,93%	18,63%	17,51%	17,66%	5,30%
TOTAL DE L'ENCOURS DE LA DETTE (Tous budgets)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Au 31 décembre 2016, l'encours des produits de la catégorie « Très Elevés Hors Chartre » représente 5% de l'encours, contre 19% en 2012

CONCLUSION

L'opération de désensibilisation a permis de sécuriser la dette de la commune.

La commune a supprimé totalement le risque sur les trois emprunts structurés en contractualisant, à un taux fixe de 2.18% pour le prêt de la SFIL (en 2015, la commune avait payé l'échéance à un taux de 19%) et à 3.30% pour les prêts de la Caisse d'Epargne.

Les indemnités de réaménagement (3 828 K€) ont été capitalisées sur la durée résiduelle des prêts à hauteur de 2 100 K€ pour la SFIL à un taux fixe de 2.18%, 1 534 K€ à un taux de 1.24% et 191 K€ à un taux de 0.90% pour les prêts de la Caisse d'Epargne.

Le montant du fonds de soutien notifié pour ces trois prêts s'élève à 3 018 K€.
Cette aide va être versée en quatorzième, avec deux versements sur 2016, suite au dépôt du dossier de demande d'aide avant le 31 décembre 2014.

Dans la classification « Gissler », il ne reste plus que le prêt du budget SPIC Parkings classé hors charte, qui représente 5% de l'encours.

Les deux prêts structurés restant à la Société Générale ont une classification moins risquée.

En ayant opté pour la méthode dérogatoire pour ces trois prêts, en cas d'évolution défavorable des indices, la commune de Chamonix Mont Blanc pourra procéder aux remboursements anticipés et bénéficier de l'aide du fonds de soutien.

A fin 2016, 87% de l'encours de la commune de Chamonix Mont Blanc est à taux fixe.

Les différents réaménagements ont permis également de baisser le taux moyen de la dette à 3.15%, contre 4.50% en 2015.

BUDGETS ANNEXES
BUDGET SPIC PARKINGS

Ce budget retrace les opérations concernant la gestion des parkings couverts et en enclos, c'est une obligation légale. Par contre le stationnement sur voirie (horodateurs) est inclus dans le Budget Général.

I/ RESULTAT 2016

Section	Résultats reportés 2015 (1)	Résultat d'exécution 2016	Résultats de clôture 2016 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	14 298,70	791 008,61	805 307,31		805 307,31
Investissement	-374 105,37	-526 604,94	-900 710,31	99 644,56	-801 065,75
Total	-359 806,67	264 403,67	-95 403,00	99 644,56	**4 241,56**

L'équilibre du budget Spic Parkings est assuré sans recours à une subvention du Budget Général.

2/ DETAIL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Charges à caractère général	260 401	323 252
Charges de personnel	346 885	427 000
Charges financières	222 670	158 565
Charges exceptionnelles	604	173
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**830 560**	**908 990**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat de fonctionnement reporté	2 599	14 299
Produits des services, du domaine	1 581 949	2 033 673
Dotations et participations	0	0
Produits exceptionnels (hors cessions immob.)	36 553	0
Total des recettes réelles de fonctionnement	**1 621 101**	**2 047 972**
Solde des opérations d'ordre	-312 516	-333 675
Résultat de fonctionnement (A)	**478 025**	**805 307**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat d'investissement reporté	175 962	374 105
Emprunts et dettes	1 425 164	554 813
Opérations d'équipements	323 865	769 194
Total des dépenses réelles d'investissement	**1 924 991**	**1 698 112**

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat d'investissement reporté	0	
Dotations, fonds divers et reserves	311 104	463 727
Emprunts et dettes	927 266	
Total des recettes réelles d'investissement	**1 238 370**	**463 727**
Solde des opérations d'ordre	312 516	333 675
Résultat d'investissement (B)	**-374 105**	**-900 710**
Résultat de clôture (A+B)	**103 920**	**-95 403**

BUDGET EAU

En application de *l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales (CGCT), constitue un service public d'eau potable « tout service assurant tout ou partie de la production par captage ou pompage, de la protection du point de prélèvement, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine »*.

I/ RESULTAT 2016

Section	Résultats reportés 2015 (1)	Résultat d'exécution 2016	Résultats de clôture 2016 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Exploitation	400 185,13	353 484,02	753 669,15		753 669,15
Investissement	151 694,15	-383 178,36	-231 484,21		-231 484,21
Total	551 879,28	-29 694,34	522 184,94	0,00	**522 184,94**

2/ DETAIL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Charges à caractère général	20 417	25 156
Charges financières	170	132
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**20 587**	**25 288**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat de fonctionnement reporté	352 445	400 185
Produits des services, du domaine	367 177	611 688
Total des recettes réelles de fonctionnement	**719 622**	**1 011 873**
Solde des opérations d'ordre	-229 372	-232 916
Résultat de fonctionnement (A)	**469 663**	**753 669**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat d'investissement reporté		
Emprunts et dettes	7 529	7 567
Immobilisations incorporelles	864	864
Immobilisations en cours - travaux	162 459	608 452
Dépots et cautionnement versés	23 923	96 947
Opérations pour comptes de tiers		92 613
Total des dépenses réelles d'investissement	**194 775**	**806 443**

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat d'investissement reporté		151 695
Dotations, fonds divers et reserves	25 517	69 478
Subventions	18 050	
Immobilisations en cours - travaux	23 923	96 947
Dépots et cautionnement versés	49 607	23 923
Total des recettes réelles d'investissement	**117 097**	**342 043**
Solde des opérations d'ordre	229 372	232 916
Résultat d'investissement (B)	**151 694**	**-231 485**
Résultat de clôture (A+B)	**621 357**	**522 185**

BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE

Ce budget retrace les opérations concernant la cuisine centrale qui produit environ 200 000 repas par an.

I/ RESULTAT 2016

Section	Résultats reportés 2015 (1)	Résultat d'exécution 2016	Résultats de clôture 2016 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	0,00	529,00	529,00		529,00
Investissement	249 817,80	-58 297,15	191 520,65	-35 320,17	156 200,48
Total	249 817,80	-57 768,15	192 049,65	-35 320,17	**156 729,48**

Ce budget est équilibré en fonctionnement par une subvention du Budget Général d'un montant de 209 994.45 € pour l'année 2016 (196 471.11 € en 2015).

2/ DETAIL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Charges à caractère général	560 117	600 302
Charges de personnel	423 875	444 021
Autres charges de gestion courante		
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**983 992**	**1 044 323**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Produits des services, du domaine	887 166	938 379
Produits exceptionnels (hors cessions immob.)	196 471	209 994
Total des recettes réelles de fonctionnement	**1 083 637**	**1 148 373**
Solde des opérations d'ordre	-99 645	-103 521
Résultat de fonctionnement (A)	**0**	**529**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat d'investissement reporté		
Immobilisations corporelles	29 204	45 582
Immobilisations en cours	11 497	116 236
Total des dépenses réelles d'investissement	**40 701**	**161 818**

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultatd'investissement reporté	190 873	249 818
Dotations, fonds divers et reserves		
Immobilisation corporelle		
Total des recettes réelles d'investissement	**190 873**	**249 818**
Solde des opérations d'ordre	99 645	103 521
Résultat d'investissement (B)	**249 817**	**191 521**
Résultat de clôture (A+B)	**249 817**	**192 050**

BUDGET REMONTEES MECANIQUES

Ce budget retrace les opérations concernant la gestion du domaine des Chosalets à Argentière (téléskis) et du domaine du Mont aux Bossons (télésiège). Les deux exploitations font l'objet d'un marché.

I/ RESULTAT 2016

Section	Résultats reportés 2015 (1)	Résultat d'exécution 2016	Résultats de clôture 2016 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	0,00	36 817,73	36 817,73		36 817,73
Investissement	-103 860,16	67 967,18	-35 892,98	-924,75	-36 817,73
Total	-103 860,16	104 784,91	924,75	-924,75	**0,00**

Ce budget est équilibré par une subvention du Budget Général d'un montant de 159 553.09 € pour l'année 2016 (153 680.77 € en 2015).

2/ DETAIL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Charges à caractère général	259 212	269 270
Charges financières	15 239	13 882
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**274 451**	**283 152**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Produits des services, du domaine	217 994	248 661
Produits exceptionnels	154 198	159 553
Total des recettes réelles de fonctionnement	**372 192**	**408 214**
Solde des opérations d'ordre	-62 032	-88 245
Résultat de fonctionnement (A)	**35 709**	**36 817**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat d'investissement reporté	98 297	103 860
Emprunts et dettes	50 091	50 390
Total des opérations d'équipements	28 749	5 596
Total des dépenses réelles d'investissement	**177 137**	**159 846**

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Dotations, fonds divers et reserves	11 245	35 709
Emprunts et dettes		
Total des recettes réelles d'investissement	**11 245**	**35 709**
Solde des opérations d'ordre	62 032	88 245
Résultat d'investissement (B)	**-103 860**	**-35 892**
Résultat de clôture (A+B)	**-68 151**	**925**

BUDGET LOTISSEMENT « GEROUX STELANDRE »

Ce budget retrace exclusivement les mouvements destinés à l'aménagement et à la commercialisation d'un programme d'accession à la propriété, réalisation de 4 chalets, soit 8 logements (6T4 et 2T3).

I/ RESULTAT 2016

Section	Résultats reportés 2015 (1)	Résultat d'exécution 2016	Résultats de clôture 2016 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	13 130,35	-1 722 497,32	-1 709 366,97		-1 709 366,97
Investissement	-1 709 366,97	3 418 733,94	1 709 366,97		1 709 366,97
Total	-1 696 236,62	1 696 236,62	0,00	0,00	**0,00**

2/ DETAIL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Charges à caractère général	217 713	7 113
Autres charges de gestion		6 017
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**0**	**13 130**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Produit des services et du domaine	1 940 210	
Résultat de fonctionnement reporté		13 130
Total des recettes réelles de fonctionnement	**0**	**13 130**
Solde des opérations d'ordre		-1 709 367
Résultat de fonctionnement (A)	**0**	**-1 709 367**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat d'investissement reporté	1 709 367	
Total des dépenses réelles d'investissement	**1 709 367**	**0**

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Excédent de fonctionnement capitalisés	0	1 709 367
Total des recettes réelles d'investissement	**0**	**1 709 367**
Solde des opérations d'ordre		
Résultat d'investissement (B)	**-1 709 367**	**1 709 367**
Résultat de clôture (A+B)	**-1 709 367**	**0**

BUDGET LOTISSEMENT « LES TISSIERES »

Ce budget retrace exclusivement les mouvements destinés à l'aménagement du secteur des Tissières en vue de la réalisation de logements sociaux. Les terrains ont été vendus en partie à un opérateur en 2013, et l'autre partie des terrains a fait l'objet d'un Bail emphytéotique d'une durée de 50 ans.

I/ RESULTAT 2016

Section	Résultats reportés 2015 (1)	Résultat d'exécution 2016	Résultats de clôture 2016 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	36 827,19	-33 075,29	3 751,90	0,00	3 751,90
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	36 827,19	-33 075,29	3 751,90	0,00	**3 751,90**

2/ DETAIL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Charges à caractère général	-32 097	33 075
Autres charges de gestion courante		
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**-32 097**	**33 075**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat de fonctionnement reporté	4 730	36 827
Produits des services, du domaine		
Produits exceptionnels		
Total des recettes réelles de fonctionnement	**4 730**	**36 827**
Solde des opérations d'ordre		

Résultat de fonctionnement (A)	**36 827**	**3 752**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Résultat d'investissement reporté		
Total des dépenses réelles d'investissement	**0**	**0**

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	Réalisations 2015	Réalisations 2016
Total des recettes réelles d'investissement	**0**	**0**
Solde des opérations d'ordre		

Résultat d'investissement (B)	**0**	**0**
Résultat de clôture (A+B)	**36 827**	**3 752**